



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

---

AGRI • NUMÉRO 029 • 2<sup>e</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le lundi 5 mai 2014**

**Président**

M. Bev Shipley



## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 5 mai 2014

• (1530)

[Traduction]

**Le président (M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC)):** La séance est ouverte.

Nous tenons aujourd'hui la 29<sup>e</sup> séance du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous faisons une étude de l'innovation et de la compétitivité.

Mesdames et messieurs, nous accueillons, pendant la première heure, le vice-président des Producteurs laitiers du Canada, M. Bill Emmott. Bienvenue, Bill.

Par vidéoconférence, nous pourrions discuter avec M. Jim Brandle, président-directeur général du Vineland Research and Innovation Centre, dans la cour de chez moi, à London.

Pouvez-vous nous entendre, Jim?

**M. Jim Brandle (président-directeur général, Vineland Research and Innovation Centre):** Oui. Et vous?

**Le président:** Oui. Nous sommes tous branchés. Merci beaucoup. Nous vérifions simplement le matériel pour nous assurer que tout fonctionne comme prévu, et c'est effectivement le cas.

Nous disposons d'une heure.

Monsieur Emmott, veuillez commencer. Vous avez sept minutes.

**M. Bill Emmott (vice-président, Producteurs laitiers du Canada):** Je vous remercie de l'occasion que vous nous offrez de participer à votre étude sur l'innovation et la compétitivité.

Je suis un producteur laitier de cinquième génération, établi près de Brantford, en Ontario, et je viens de m'adjoindre mon fils, la sixième génération. Nous sommes de petits producteurs laitiers depuis très longtemps.

Les producteurs laitiers ont reconnu depuis longtemps que la recherche et l'innovation sont les ressorts de l'efficacité, de l'accroissement des revenus et des profits. La stabilité offerte par un programme solide de gestion de l'offre a permis aux producteurs laitiers de réinvestir leurs profits dans leur secteur, dans leurs exploitations, grâce à des programmes concurrentiels et globaux de recherche. Les pratiques de gestion, les technologies améliorées et l'offre de produits de qualité aux consommateurs restent importantes.

Les producteurs, les transformateurs et l'État ont collaboré pour améliorer et renforcer la gestion de l'offre et diversifier l'offre de produits laitiers aux Canadiens. C'est ainsi qu'on leur propose plus de 1 000 fromages, divers beurres, du lait à diverses teneurs en matières grasses — 19 catégories, pour être précis — du lait riche en ADH, l'acide docosahexanoïque, des yogourts et beaucoup d'autres produits.

La recherche laitière est extrêmement importante pour cette offre. Vous trouverez, dans le dossier que nous vous avons remis, une brochure qui énumère toute notre recherche, les projets que nous

considérons comme parmi les plus importants, auxquels nous avons travaillé ces quelques dernières années. Prenez le temps d'y jeter un coup d'oeil.

Le mois dernier, les Producteurs laitiers du Canada ont salué l'annonce, par le gouvernement, d'un investissement de près de 945 000 \$, dans le cadre du programme Agri-marketing pour la traçabilité des bovins laitiers et pour appuyer un système intégré de recherche sur l'exploitation appelé Initiative proAction. Le dossier renferme aussi une brochure sur cette initiative et sur l'usage que nous en faisons sur l'exploitation.

Tous ces projets sont financés par les producteurs laitiers comme par vous-mêmes, pour non seulement faire ce que nous sommes censés faire, mais, encore, pour faire mieux par la suite. Les consommateurs d'aujourd'hui veulent être rassurés que c'est effectivement le cas.

Les producteurs laitiers vivent et travaillent au quotidien sur leurs exploitations. C'est pourquoi l'environnement est d'une importance capitale pour nous.

L'Initiative proAction met à notre disposition les meilleures pratiques de gestion, fondées sur des principes scientifiques éprouvés à la faveur d'investissements stratégiques et ciblés dans la recherche. Nous innovons pour produire le lait de la meilleure qualité possible. Notre programme Lait canadien de qualité ou LCQ, qui concerne la salubrité des aliments sur l'exploitation, vise à aider les producteurs à prévenir, à surveiller et à atténuer les risques pour la salubrité des aliments qu'ils produisent. Il repose sur des principes scientifiques éprouvés visant à aider les producteurs à mettre en oeuvre des pratiques de gestion exemplaires et à tenir des registres quotidiens pour surveiller les points critiques pour la salubrité des aliments. À l'automne 2015, la totalité de nos exploitations auront adhéré au LCQ.

Quarante années d'investissement dans la génétique ont permis à la renommée des vaches sélectionnées au Canada de s'étendre dans le monde entier. Nous produisons aujourd'hui plus de lait avec moins de vaches. En 1970, la vache canadienne produisait en moyenne 3 400 litres de lait. En 2012, sa production est passée à 8 400 litres, soit une augmentation de 143 %. La demande pour nos bovins, nos embryons et le sperme des bovins de race laitière est forte dans le monde entier. En décembre 2013, le ministre Ritz a annoncé que la principale laiterie du Vietnam voulait acheter 10 000 vaches laitières canadiennes de plus, d'une valeur de 20 millions de dollars, aux exploitations laitières du Canada.

L'investissement annuel des Producteurs laitiers du Canada dans la recherche se chiffre à 1,7 million de dollars. Celui des provinces, en Ontario et au Québec seulement, double ce chiffre. Depuis 2010, les Producteurs laitiers du Canada ont noué un partenariat avec le gouvernement fédéral, dans le cadre de l'initiative Grappes agro-scientifiques, pour créer la grappe de recherche laitière avec des projets qui touchent la viabilité écologique à la ferme, la santé et le bien-être des animaux, la génétique, la santé humaine et la nutrition.

D'ici la fin de 2018, les investissements dans l'innovation laitière par les gouvernements et l'industrie se chiffreront à près de 30 millions. Ils toucheront 71 projets de recherche exécutés dans 23 établissements de partout au pays. Ces projets occuperont plus de 200 professionnels de la recherche et assureront la formation de près de 300 étudiants, la relève des innovateurs scientifiques. Ces jeunes professionnels sont formés pour des emplois qui existent déjà et qui doivent être occupés par des gens du secteur agricole.

Pour nous, cela autorise un certain optimisme dans le secteur laitier. En 2010, le secteur agroalimentaire a directement pourvu à un emploi sur huit au Canada. En Ontario, il se crée plus d'emplois qu'il y a de nouveaux diplômés pour les occuper. Trois emplois attendent chaque diplômé du secteur agricole.

La science et l'innovation ont besoin d'infrastructures, de bâtiments, d'équipement, de terrains et d'autres installations pour éprouver les nouveaux produits, loger plus confortablement nos animaux ou semer de nouvelles plantes fourragères ou de nouvelles variétés pour produire de meilleures provendes.

● (1535)

Les Producteurs laitiers du Canada sont reconnaissants pour les investissements fédéraux dans des établissements de recherche laitière à la fine pointe de la technologie, par exemple au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. L'industrie aussi prend ces investissements au sérieux. En Ontario, nous sommes fiers d'annoncer notre investissement dans un nouvel établissement de recherche laitière à Elora, avec le concours de l'Université de Guelph, de nombreux partenaires publics et de transformateurs et d'autres entreprises de la filière des produits laitiers.

Nous investissons aussi dans des projets pour favoriser les pratiques exemplaires visant à préserver l'environnement et à améliorer la viabilité et la vitalité des exploitations laitières. Ces pratiques réduisent l'empreinte carbone et permettent des économies d'énergie. L'une de nos études sur les grappes a permis de constater que les empreintes carbone et eau et l'empreinte au sol de la production laitière canadienne sont parmi les plus petites au monde. Elle a aussi permis de cerner des points à améliorer sur les exploitations agricoles pour nous permettre de cibler nos efforts, mieux et de manière plus durable. Cela se trouve dans un autre des documents que nous avons distribués.

Nous sommes déterminés à animer l'innovation dans le secteur laitier, mais nous devons continuer à favoriser des partenariats solides avec le gouvernement fédéral, à augmenter les capacités de notre secteur, à faire en sorte que, de plus en plus, nos professionnels de la recherche et leurs étudiants s'investissent et s'engagent dans notre industrie et à assurer la communication des résultats aux producteurs pour augmenter leur efficacité et leur rentabilité.

Pour les producteurs laitiers, l'innovation pour atteindre l'excellence grâce à des programmes tels que proAction, la grappe de recherche laitière et le programme Lait canadien de qualité permettra la collaboration stratégique avec nos partenaires — le gouvernement, l'industrie et certains des meilleurs scientifiques au pays — pour atteindre notre but commun.

Je serai heureux de répondre à toutes vos questions.

**Le président:** Merci beaucoup pour cet exposé.

Passons maintenant à M. Jim Brandle, du Vineland Research and Innovation Centre.

Jim, vous disposez de sept minutes.

**M. Jim Brandle:** Je vous remercie de l'occasion que vous m'offrez de témoigner devant le comité, que je remercie aussi d'avoir eu la sagesse d'entreprendre cette étude. L'innovation et la compétitivité en agriculture sont tellement importantes pour notre prospérité collective.

D'après moi, la compétitivité exige l'esprit d'innovation, qui permet de créer et de mettre au point rapidement de nouvelles techniques pour rester en avance. Le Canada a la chance de posséder d'énormes ressources naturelles et le cadre social nécessaire à la concurrence. Nous cherchons maintenant à mettre en place de meilleures conditions pour la concurrence, et, notamment, pour l'innovation qui en est le moteur.

Pourquoi tout cela est-il si important, particulièrement pour l'agriculture? Je répondrai qu'on prévoit que la population mondiale atteindra neuf milliards de personnes d'ici 2050 et qu'il faudra bien sûr la nourrir. Il est donc évident que nous devons innover. Cela dit, je suis convaincu que nous sommes une espèce rationnelle, et cela m'encourage. Le comité voudra peut-être en débattre après, mais c'est ce que je pense. Jusqu'ici, la réflexion nous a permis de relever nos défis, et nous continuerons demain. Nous l'avons fait il y a des milliers d'années, quand l'agriculture elle-même a été inventée. Depuis, nos efforts collectifs d'innovation dans l'agriculture nous ont permis de nous nourrir.

Maintenant, avec la croissance démographique mondiale, la mondialisation des marchés, les incertitudes climatiques, notre besoin d'innover en agriculture n'a jamais été aussi grand, ne serait-ce que pour continuer d'affronter la concurrence, prospérer et, comme j'ai dit, nous nourrir. Plus simplement encore, l'innovation est indispensable à l'agriculture. Elle est indispensable à notre économie, à notre pays et à notre espèce. Comme l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons, l'innovation agricole est digne de l'intérêt public et, je dirais même, des investissements publics.

Si l'innovation et la compétitivité sont intimement liées, j'ajouterais que si nous sommes de meilleurs innovateurs, nous serons nécessairement de meilleurs concurrents. Avec cette idée en tête et voyant que le Conference Board nous a donné, cette année, la sempiternelle note D en innovation, je reconnais que nous devons examiner les circonstances dans lesquelles nous évoluons et nous demander si nous pouvons faire mieux. C'est vraiment sur le volet innovation qui est à l'origine de la compétitivité que je voudrais vous faire part de mon expérience.

Dès le départ, il importe de comprendre la différence entre recherche et innovation. La recherche correspond à la découverte et à l'invention, et nous y excellons. L'innovation est la mise en oeuvre d'idées pour créer des produits et des processus. C'est là que nous devons faire mieux, parce qu'elle crée de la valeur pour notre économie et pour notre société. Il est aussi évident pour moi que pour mieux innover, il faut notamment consacrer à l'innovation les mêmes ressources qu'à la recherche, ce qui ne signifie pas que nous devons réduire nos investissements dans la recherche fondamentale. Il faut plutôt les accroître dans l'innovation pour que les deux soient égales.

Cet investissement doit être accompagné d'une obligation de résultats, comme des coûts moindres ou des produits différenciés de grande valeur, qui nous rendent plus concurrentiels. C'est alors que, après avoir été les assimilateurs et les adaptateurs des technologies étrangères, nous pouvons devenir les transformateurs de connaissances nouvelles en produits et en processus améliorés. Cela nous permet ensuite de capter le double avantage de l'agriculture, la production et la transformation de matières premières et la création des matériels génétiques, des logiciels, des caractères et les nouveaux marchés qui nous aident à être plus concurrentiels. Après tout, les fondements technologiques de notre agriculture permettent de créer des emplois de qualité, d'exporter des technologies de grande valeur. En même temps que nos cultures, cela doit donc s'ajouter à nos objectifs à atteindre.

Je représente le nouveau Vineland Research and Innovation Centre, qui oeuvre dans le secteur horticole — les fruits, les légumes, les fleurs, les arbres, les végétaux. L'horticulture, c'est une saine alimentation et un mode de vie salubre. Dans l'économie canadienne, la valeur des produits agricoles à la ferme excède les 5 milliards de dollars. Notre organisation est vouée à une innovation ciblée et elle est un exemple des nouveaux investissements que je viens de mentionner. Bien sûr, le gouvernement du Canada a beaucoup investi dans notre centre, et nous lui sommes reconnaissants de sa marque de confiance.

En notre qualité d'organisme, cependant, nous aspirons à produire de véritables résultats, ce qui signifie des superficies dans les champs et du linéaire dans les épiceries. Le pays compte plus de 160 000 organismes sans but lucratif, et cela signifie que nous sommes au service exclusif de nos partenaires: notre raison d'être est d'appuyer l'innovation dans le secteur agricole, dont la prospérité est la mesure de notre réussite.

L'orientation stratégique et l'établissement de priorités sont une responsabilité partagée. Nous fournissons la science et ce qui est possible, tandis que l'industrie fournit ses besoins et des occasions nouvelles.

● (1540)

Tous nos projets visent à produire de véritables résultats. Trois éléments sont essentiels à cette fin. Il faut d'abord un besoin validé du consommateur ou du client, qui crée vraiment un impact. Ensuite, il faut de la science de haut niveau et des partenaires scientifiques de haut vol. Enfin, il faut des partenaires commerciaux capables de mettre la technologie en marché.

Après tout, nous sommes une organisation vouée à l'innovation. Nous ne sommes ni fabricant ni semencier ni détaillant-épicerie; il est donc indispensable de réunir ces trois éléments pour chaque projet. C'est alors que nos chances de réussite sont beaucoup plus grandes pour l'innovation. Après tout, rien n'est sûr dans ce processus, et nous voulons mettre les chances de notre côté.

La création de partenariats est particulièrement importante, parce qu'elle permet de construire les grappes qui sont si importantes pour l'innovation. Ce sont littéralement les endroits, virtuels ou matériels, où les organisations peuvent se concurrencer, collaborer entre elles et innover.

Nous avons plus de 160 partenaires, notamment des organisations de producteurs, des entreprises, des administrations publiques, des universités, et c'est le dialogue entre la science et les partenaires qui conduit à l'innovation. L'intersection de ces deux cultures fait jaillir de meilleures idées et met en place le contexte pour notre travail. Un exemple de ce travail est le coût de production en horticulture, dont

nous nous sommes saisis, il y a environ trois ans. Ce coût est très élevé, en partie à cause de problèmes de main-d'oeuvre.

Nous avons des programmes qui répondent au problème de l'offre de main-d'oeuvre, mais les coûts de la main-d'oeuvre restent un problème. La solution réside vraiment dans l'automatisation. Nous devons automatiser les processus horticoles, tout comme on a automatisé, grâce à la moissonneuse-batteuse, la récolte des céréales en 1880. L'innovation consiste à faire entrer l'industrie ontarienne de l'automatisation dans l'horticulture et à créer des robots planteurs, récolteurs et conditionneurs qui répondent le mieux aux besoins de notre industrie et de nos systèmes de production. C'est ce que nous avons fait.

Grâce à de nouveaux modèles et à de nouvelles méthodes et, en fait, en se donnant l'intention de les construire, pour les concrétiser, l'innovation peut devenir l'avantage concurrentiel du Canada. Ce sera l'innovation qui soutiendra nos efforts pendant la longue course qu'est la compétitivité.

Monsieur le président, j'ai terminé.

Merci beaucoup.

● (1545)

**Le président:** Merci beaucoup pour votre exposé.

La parole est maintenant au comité. Chaque intervenant a droit à cinq minutes.

Madame Brosseau.

**Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD):** Je tiens à remercier nos deux témoins pour leurs exposés et leurs observations intéressantes.

M. Bill Emmott d'abord. Vous avez parlé de l'Initiative proAction. Pouvez-vous expliquer en détail en quoi elle consiste et peut-être donner des exemples actuels d'innovation chez les agriculteurs.

**M. Bill Emmott:** Bien sûr.

L'Initiative proAction est un processus maintenu sur l'exploitation. Elle ressemble au programme HACCP, c'est-à-dire d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques. Il est très difficile de mettre en oeuvre le HACCP sur l'exploitation. Il est difficile de maîtriser tous les intrants, c'est pourquoi elle ressemble au HACCP. Elle a été approuvée par Agriculture Canada.

Le producteur agricole prend note quotidiennement de ses actions, s'il a dû mélanger une ration différente d'aliments pour ses animaux ou quelque chose de ce genre-là. Il doit en conserver la trace. Tout écart est noté selon une procédure normalisée d'exploitation et motivée, les éventuelles solutions aux problèmes aussi. C'est ce que c'est.

L'Initiative proAction fait entrer l'environnement en ligne de compte, si un déversement ou quelque chose de semblable y a eu lieu. Elle concerne aussi le bien-être animal. Comment soigner une vache qui boite? Quels processus mettre en oeuvre pour le lait de qualité? Ce genre de choses. C'est simplement un système d'enregistrement qui permet de prouver que les mesures déclarées ont effectivement été prises.

**Mme Ruth Ellen Brosseau:** Pouvez-vous en dire davantage sur certains des projets étudiés dans certains des nouveaux établissements de recherche?

**M. Bill Emmott:** Avec plaisir!

Les Producteurs laitiers ont beaucoup travaillé dans les domaines du... eh bien, l'un de nos projets, en Ontario, que je connais le mieux, est de chercher à obtenir plus de produits à partir des mêmes matières premières, sans en utiliser plus. C'est un objectif fréquent.

En Colombie-Britannique, on réalise beaucoup de programmes de bien-être des animaux. Qu'est-ce qui fait la meilleure litière? Le meilleur aliment pour les animaux? Qu'est-ce qui est le mieux pour leurs pieds? Ailleurs, au pays, on s'intéresse à l'amélioration de la production locale de provendes et à l'optimisation des ingrédients du régime des vaches. Des choses aussi simples que cela.

**Mme Ruth Ellen Brosseau:** Des témoins nous ont parlé d'une fuite des cerveaux du Canada vers l'étranger. En avez-vous eu connaissance? Je pose la question aux deux témoins.

**M. Bill Emmott:** Certainement. Il y a effectivement exode des cerveaux, notamment parce que le nombre de chaires est insuffisant. Certains professeurs vont ainsi voir ailleurs. Les universités forment les enseignants en même temps que la prochaine génération d'agriculteurs qui sont appelés à prendre notre place. C'est essentiel. Est-ce que l'exode de cerveaux est aussi marqué...? J'aime à penser que nous exportons nos connaissances et nos spécialistes capables de faire leur travail. Je crois tout de même que nous conservons les meilleurs au Canada.

**Mme Ruth Ellen Brosseau:** Monsieur Brandle, avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Jim Brandle:** Oui.

Je confirme que nous conservons la crème de la crème. C'est certes le cas au sein de notre organisation qui est passée en l'espace de six ans d'un seul employé à 86. Bon nombre d'entre eux sont détenteurs d'un doctorat ou d'une maîtrise. Ce sont des gens brillants et compétents qui ont l'esprit d'entreprise. Ils viennent de partout au Canada et d'ailleurs sur la planète. Nous bénéficions donc également d'un afflux de cerveaux. J'estime que nous nous en tirons très bien à ce chapitre. Nous en perdons peut-être un certain nombre, mais nous en attirons davantage.

D'une manière générale, la science et la recherche fonctionnent de cette manière. Il y a un va-et-vient constant de spécialistes. C'est ce qui nous aide à demeurer alertes grâce à la génération d'idées nouvelles et à l'apport de spécialistes étrangers qui peuvent faire certaines choses mieux que nous ou d'une manière que nous ne saisissons pas encore.

**Mme Ruth Ellen Brosseau:** J'ai bien aimé votre explication suivant laquelle l'innovation est en fait l'application pratique de la recherche. Je me demandais si vous pourriez nous parler du Programme Agri-innovation. Est-il utilisé dans vos secteurs respectifs? Y avez-vous recours fréquemment? Est-il accessible à tous ou y a-t-il des retards induits dans sa mise en oeuvre?

• (1550)

**M. Jim Brandle:** Nous avons différents projets qui sont financés ou encore évalués dans le cadre de ce programme. Je vous dirais que cela fonctionne plutôt bien, que le programme est accessible et que nous avons réussi à établir des partenariats. Les exigences sont assez strictes et chacun sait que l'objectif est de produire des résultats concrets. Dans ce contexte, j'estime donc que c'est un très bon programme.

Il va de soi que l'on pourrait accélérer les choses à tous les égards. Il y a des projets qui auraient pu aboutir l'an dernier, plutôt que cette année, mais on progresse tout de même. La plupart des organisations qui, comme la nôtre, ont une chaîne de production peuvent poursuivre leur travail et maintenir le cap en sachant que le

programme sera mené à terme. C'est un programme qui a été très bénéfique pour notre organisation et pour notre secteur dans son ensemble.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons à M. Lemieux qui dispose de cinq minutes.

**M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC):** Nous avons réalisé une étude juste avant la mise en oeuvre de Cultivons l'avenir 2. Notre comité a mené de vastes consultations pour déterminer les mesures qui avaient bien fonctionné dans le cadre de Cultivons l'avenir 1 et qui devraient être reconduites dans la seconde version. À ce titre, je peux vous assurer qu'à peu près tous les témoins que nous avons entendus nous ont indiqué que nous devrions continuer à investir dans des initiatives à frais partagés comme les grappes scientifiques avec, si possible, une augmentation du financement dans le contexte de Cultivons l'avenir 2 étant donné les excellents résultats obtenus. Nous avons donné suite à ces recommandations en augmentant de 50 % les fonds consacrés aux programmes à frais partagés. Comme vous le savez, Cultivons l'avenir 2 mise à fond sur les sciences et l'innovation en vue d'améliorer la capacité concurrentielle de notre secteur agricole.

J'ai beaucoup été impressionné par les chiffres que vous nous avez donnés concernant la production moyenne des vaches canadiennes. Si ma mémoire est fidèle, cette moyenne est passée de 3 400 à 8 600 litres. Je suis convaincu que la science et l'innovation y sont pour quelque chose.

Il n'y a pas si longtemps, je discutais avec des agriculteurs au sujet de l'exportation des technologies canadiennes. Ils me disaient qu'il n'était pas rare, tout dépendant des conditions, que la production moyenne d'un troupeau dans un autre pays ne dépasse pas 2 500 litres, ce qui est inférieur au niveau où nous nous situons il y a bien des années déjà. Il ne faut donc pas s'étonner que nos innovations génétiques et nos pratiques de production laitière intéressent tant de gens.

Pourriez-vous nous parler de quelques-unes des initiatives qui ont permis cette formidable augmentation de la production laitière de nos vaches?

**M. Bill Emmott:** Je crois que la génomique a été l'un de nos outils les plus précieux au cours des dernières années. Plutôt que de devoir attendre cinq ans comme auparavant pour savoir si un animal produira vraiment à la hauteur de son potentiel génétique, nous pouvons, grâce à la génomique, en avoir le coeur net immédiatement en prélevant quelques cellules sur l'embryon. Nos recherches ont démontré que les estimations ainsi effectuées sont exactes et pertinentes. On a ainsi pu améliorer très rapidement le processus, ce qui a été très avantageux.

Par ailleurs, la congélation du sperme aux fins de la sélection parentale — c'est le terme que nous utilisons — a aussi été d'une aide très précieuse, car non seulement faisons-nous appel uniquement aux meilleurs taureaux, mais nous conservons aussi seulement les vaches les plus performantes, ce qui permet d'éviter les pertes. L'époque où nous gardions seulement un taureau de rattrapage dans l'enclos est révolue. Nous notons tout ce qui se passe et nous conservons des dossiers. Ce sont autant d'éléments essentiels dans notre contexte.

**M. Pierre Lemieux:** Vous avez indiqué que vous exportiez maintenant ces techniques: l'exportation de ces innovations génétiques est donc une option rentable.

**M. Bill Emmott:** Effectivement.

Il y a un représentant de Semex, l'une de nos entreprises d'exportation, parmi votre prochain groupe de témoins. Nous exportons du sperme et des embryons partout dans le monde, parce que nous tenons des dossiers vérifiables et que les gens peuvent être assurés qu'ils recevront exactement ce que nous nous sommes engagés à leur livrer.

**M. Pierre Lemieux:** Étant donné les succès obtenus, est-ce qu'on poursuit les recherches dans les secteurs de la production laitière et des souches génétiques?

**M. Bill Emmott:** Certainement. Une moyenne de 8 400 litres peut vous sembler très élevée, mais celle de mon troupeau atteint maintenant 11 000, et il y en a bien d'autres qui font beaucoup mieux encore grâce aux recherches sur la façon d'alimenter nos vaches. J'aime à dire que j'ai un nutritionniste qui prépare les repas de mes vaches, alors que c'est mon épouse qui s'occupe des miens.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Bill Emmott:** Mais c'est la voie de l'avenir. Les progrès scientifiques sont incessants, et on ne va pas s'arrêter là.

• (1555)

**M. Pierre Lemieux:** Très bien. Merci.

Jim, j'aurais peut-être une question pour vous dans la même veine.

De quelles avancées scientifiques a pu bénéficier votre industrie au cours des 10 à 20 dernières années? S'agit-il de progrès vraiment significatifs pour votre secteur?

**M. Jim Brandle:** Pour répondre à votre dernière question, ce furent effectivement des progrès significatifs.

À titre d'exemple, on peut penser à l'essor considérable de l'industrie serricole. On est parti de quelques serres à peine, notamment à Leamington et Niagara en Ontario, pour en arriver à une industrie florissante qui vaut littéralement des centaines de millions de dollars. Et c'est la technologie qui est derrière tout cela. Comme Bill vient de l'indiquer, tout part d'une utilisation judicieuse de la génétique. En voyant toutes ces variétés de tomates, de concombres et de fleurs qui poussent dans ces serres, il est difficile de s'imaginer tous les efforts qui ont dû être déployés pour optimiser leur potentiel de croissance.

Il faut aussi penser à tous les travaux de recherche qui ont été menés pour améliorer l'aspect énergétique, l'éclairage, le revêtement de la serre, l'acier utilisé, la distribution de la chaleur et la circulation de l'air. C'est le fruit du travail de scientifiques canadiens combiné aux retombées de recherches menées aux Pays-Bas. C'est un secteur où les progrès ont été particulièrement exceptionnels.

**M. Pierre Lemieux:** Oui, j'allais dire que je serais porté à croire...

Je n'ai plus de temps?

**Le président:** C'est bien cela; je voulais seulement le laisser finir sa réponse.

Nous passons maintenant à M. Eyking. Vous avez cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Messieurs, je vous remercie de votre présence.

Ma première question concerne l'industrie laitière et s'adresse donc à vous, monsieur Emmott.

À la page 3 de votre document, il y a un encadré intitulé « Exemples d'innovation dans le secteur laitier ». On y mentionne le millier de fromages produits au pays ainsi que toutes les variétés de yogourt.

Comme vous le savez très bien, une entente commerciale sera conclue sous peu avec l'Europe, et votre industrie est sans doute l'une

de celles qui seront les plus durement touchées. On vous a informé que le gouvernement fédéral est censé vous offrir de l'aide dans un contexte où des milliers de tonnes de fromage seront importées au Canada.

Quelles sont vos attentes relativement à ce nouvel ordre des choses? D'abord et avant tout, j'aimerais savoir si la teneur précise de l'aide financière promise a été annoncée, car nous n'en avons pas été informés de notre côté. Quelles sont vos attentes? Si vous aviez l'argent et les outils nécessaires à votre disposition, que feriez-vous en matière d'innovation pour vous adapter à la concurrence européenne? Je ne sais pas si vous appelez ça un bouleversement, mais votre industrie sera assurément affectée.

**M. Bill Emmott:** Aucune somme d'argent n'a été annoncée pour l'instant pas plus qu'aucun programme d'ailleurs.

Nous aimerions pouvoir susciter un véritable intérêt pour nos produits sur le marché de telle sorte que le consommateur soit encore capable de faire la distinction avec les fromages européens. Nous n'avons rien contre le fait d'offrir un choix au consommateur; il faut simplement s'assurer que ce soit un choix conscient qui ne soit pas fait par inadvertance.

Nous sommes à la recherche d'un moyen de nous démarquer, que ce soit par un emballage différent ou autrement. Faut-il intensifier les efforts publicitaires? Cela reste à voir.

Nous savons que la plupart des gens préfèrent acheter des produits locaux, et nous souhaitons donc aider les artisans qui ont su développer des créneaux spécialisés, tant au Québec qu'en Ontario, de telle sorte que leurs produits puissent se démarquer sur le marché.

**L'hon. Mark Eyking:** Merci beaucoup. Il faut espérer que les choses se dérouleront de cette manière et que vous parviendrez à vous adapter et à augmenter votre production.

Monsieur Brandle, je suis ravi de vous revoir. J'ai eu l'occasion de visiter votre centre de recherche l'an dernier. C'est d'ailleurs une visite que je recommanderais à tous les membres du comité et à la plupart des Canadiens. Les travaux que vous menez là-bas sont tout simplement fascinants. J'ai pu voir toutes vos installations: la serre, les potagers, les vergers et même les pépinières. Vous accomplissez un travail remarquable.

Après notre visite, nous avons rencontré quelques membres de votre groupe. Il a notamment été question de financement. Il s'agit de recherches fédérales... Je pense que nous nous sommes rendus compte que vous êtes un partenaire très important dans la mise au point d'innovations technologiques dans le sud de l'Ontario, et c'est ce que vous nous avez d'ailleurs indiqué.

Le financement de vos installations est une source d'inquiétude. Il a déjà été réduit, mais vous vous interrogez également quant à votre avenir, car il deviendra de plus en plus difficile de maintenir votre position concurrentielle sur les marchés mondiaux où vous écoutez également vos produits.

Pourriez-vous nous donner un aperçu de votre situation à cet égard? Qu'en est-il du financement fédéral au cours des dernières années? À quel niveau se situe-t-il actuellement et dans quelle mesure sera-t-il maintenu? Comment parvenez-vous à vous adapter dans ce contexte?

•(1600)

**M. Jim Brandle:** Pour être tout à fait honnête avec vous, nous nous en tirons très bien. Tout récemment, peut-être la semaine dernière, on a annoncé un financement fédéral-provincial conjoint à hauteur de 26,5 millions de dollars pour les cinq prochaines années, ce qui nous amène jusqu'en 2018. Cette somme couvre la moitié de nos besoins de fonctionnement. Nous nous débrouillons pour trouver l'autre moitié sur le « marché ». Je veux dire par là que nous misons sur d'autres subventions pour la recherche, d'autres initiatives comme le Programme Agri-innovation, mais aussi des programmes provinciaux, en plus des importants investissements de l'industrie.

Nous nous situons maintenant au seuil de rentabilité, un équilibre généralement souhaitable pour les organismes sans but lucratif. Je dirais que nos perspectives financières me semblent tout à fait rassurantes.

Notre défi consiste surtout à produire des résultats, à être de meilleurs innovateurs en quelque sorte. Les choses vont donc relativement bien dans notre sous-secteur. Il s'agit de voir comment on peut reproduire ce scénario dans l'ensemble du pays de manière à mobiliser les forces de chacun aux fins de la recherche et de l'innovation.

**L'hon. Mark Eyking:** J'ai rendu visite à certains agriculteurs de ma région, et le changement climatique était au cœur de leurs préoccupations. Il arrive qu'il fasse trop chaud, ou encore il y a des dommages causés par le gel et il faut faire le nécessaire parce que la période d'éclosion s'en vient.

Que fait votre centre de recherche pour aider les agriculteurs à s'adapter aux conditions variables, qu'il s'agisse de gel, de sécheresse ou peu importe, découlant des changements climatiques?

**Le président:** Veuillez répondre brièvement, s'il vous plaît.

**M. Jim Brandle:** Je ne sais pas si le terme existe vraiment, mais je dirais que la solution réside en partie dans la « serrification » de l'agriculture. Si on veut atténuer les effets du changement climatique, on peut notamment le faire en créant un environnement contrôlé. Par exemple, nous voyons de plus en plus de fraises et d'autres fruits qui poussent sous des tunnels. Nous avons maintenant le Cravo, un système de production agricole avec toit rétractable qui est fabriqué à Brantford.

Toujours pour atténuer les effets des changements climatiques, nous avons un projet de génomique qui utilise une méthode appelée génétique inversée pour créer des plantes plus résistantes à la sécheresse, et d'autres qui peuvent croître à des températures moins élevées.

Il y a donc différentes actions qui sont entreprises. Tout dépend dans quelle mesure une industrie sera touchée par le changement climatique. Parfois, c'est l'eau qui risque d'être problématique; d'autres fois, c'est la température. Nous cherchons des solutions pour ces répercussions dans une perspective de production, en mettant à profit la génétique pour faciliter l'adaptation.

**Le président:** Merci beaucoup.

Merci, monsieur Eyking.

Nous passons à M. Dreeshen pour les cinq prochaines minutes.

**M. Earl Dreeshen (Red Deer, PCC):** Merci, messieurs, de votre présence aujourd'hui.

Monsieur Emmott, vous avez parlé de ces trois emplois qui attendent chaque diplômé en agriculture. Nous avons aussi discuté dans le même contexte du fait que ce que l'on perçoit comme un exode des cerveaux est peut-être en fait aussi un afflux de cerveaux.

J'estime également important que nous discutons de l'exportation de nos connaissances dans le cadre de notre collaboration avec d'autres pays et de la nécessité de mettre en commun tous ces éléments.

Je ne sais pas si l'analyse du travail accompli au sein de votre grappe vous a permis de relever des exemples de programmes de portée internationale qui nous donneraient un aperçu de ce qui peut se faire en la matière.

**M. Bill Emmott:** Je pense au cas de la mammite, une maladie qui touche le pis de la vache. Au sein de notre grappe, il y a des scientifiques qui travaillent en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et en Europe. Avec la magie d'Internet et tous les outils technologiques à notre disposition, il est maintenant possible d'échanger ces connaissances d'un pays à l'autre. C'est une bonne façon de rester au fait des grands enjeux.

De nombreuses chaires permettent les échanges entre professeurs qui vont se perfectionner sur le terrain dans un autre pays. Rien de mieux qu'une expérience pratique à l'étranger pour se rendre compte que ce qui est normal pour nous ne l'est pas nécessairement ailleurs.

Les observations directes que ces programmes rendent possible facilitent vraiment les échanges de connaissances dans un sens comme dans l'autre. C'est en quelque sorte le meilleur des deux mondes.

•(1605)

**M. Earl Dreeshen:** Merci.

Monsieur Brandle, pourriez-vous nous en dire plus long sur l'approche en grappes que vous appliquez ainsi que sur les travaux de recherche qui ont pu être réalisés à l'échelle internationale dans votre secteur?

**M. Jim Brandle:** Comme vous le savez, les grappes, qu'elles soient matérielles ou virtuelles, permettent de conjuguer les efforts pour favoriser l'innovation. Il est important que nous puissions ainsi tous nous côtoyer pour échanger et nous livrer une saine concurrence en soulevant des idées et en créant un climat propice à l'innovation. C'est le concept des grappes. Le mode de fonctionnement peut varier d'une organisation à l'autre, mais l'important c'est de collaborer. Il n'est jamais bon de travailler en vase clos.

Quant à nos activités sur la scène internationale, j'aurais quelques exemples particulièrement intéressants. Il y a d'abord celui de la patate douce. Si vous êtes allé au restaurant récemment, vous avez sans doute noté la popularité croissante des frites de patates douces. Nous n'en produisons pas beaucoup au Canada, car ce n'est pas une culture bien adaptée aux températures froides. Nous nous tirons relativement bien d'affaire, mais nos patates douces ne se prêtent pas vraiment à la transformation. Nous collaborons donc à l'échelle internationale afin de créer des variétés adaptées à la production au Canada de manière à pouvoir tirer parti de l'engouement considérable pour la patate douce sur le marché.

Il est aussi intéressant de noter les efforts déployés pour « nourrir la diversité » au moyen de ce qu'on appelle les cultures ethniques. Comme vous le savez, le Canada vit une évolution démographique attribuable à de nouveaux modèles d'immigration qui nous amènent de plus en plus de gens en provenance de l'Inde et de la Chine. Ils arrivent ici avec leurs propres traditions culinaires et ont besoin des légumes qu'ils consommeraient normalement dans leurs pays d'origine. Il va de soi que nous avons établi un vaste réseau de collaboration à l'échelle planétaire en vue d'importer des semences, du matériel, des plantes et l'expertise nécessaire à leur culture de manière à capitaliser sur les débouchés que représente l'immigration pour notre pays.



**M. Earl Dreeshen:** Monsieur Brandle, vous avez aussi indiqué que nous faisons du bon travail au niveau de la recherche, mais qu'il fallait en faire davantage du point de vue de l'innovation. Pourriez-vous nous parler de l'importance de ces deux éléments dans le contexte général de la recherche scientifique?

**M. Jim Brandle:** C'est la recherche qui suscite l'innovation. C'est à ce niveau que se situe la valeur véritable de tout ce processus. On veut quelque chose de nouveau, quelque chose de mieux, quelque chose qu'on a jamais vu auparavant. Vous partez d'une idée, d'un concept, et vous devez faire le travail requis pour que l'innovation se retrouve sur le marché. On parle de recherche adaptative ou appliquée. Il y a tous ces partenariats qu'il faut établir pour que ce simple concept puisse se concrétiser. Nos investissements en amont sont très considérables.

Je veux simplement faire valoir aux membres du comité que nous devrions investir tout autant dans le second élément du processus. Reste à déterminer comment nous devons nous y prendre. L'une des solutions consiste à créer une organisation spécialisée comme la nôtre qui va s'employer à faire le nécessaire pour que ces concepts puissent être mis en marché de façon optimale en misant sur les partenariats au sein de la communauté scientifique, dans le monde des affaires et parmi les producteurs.

**M. Earl Dreeshen:** Cela se fait au moyen d'Agri-innovation, et grâce aux divers groupes qui viennent travailler avec eux.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Dreeshen.

Nous passons maintenant à Mme Raynault, pour cinq minutes.

[Français]

**Mme Francine Raynault (Joliette, NPD):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être parmi nous cet après-midi.

Monsieur Emmott, dans votre document, vous dites que des journalistes sont allés visiter une ferme laitière robotisée et que les gratte-dos y étaient très populaires. Effectivement, les vaches aiment bien se faire gratter le dos par une machine automatique. Je suis députée du comté de Joliette, au Québec. Quand j'ai fait une tournée agricole, une ferme laitière avait justement cet appareil, que les vaches semblaient apprécier.

Il y a beaucoup d'innovation. Dans cette ferme, la traite se fait automatiquement. Les vaches n'y vont pas nécessairement selon leurs besoins, puisque le robot reconnaît qu'elles viennent de se faire traire. Si la vache a un début de mammitte, le lait s'en va dans un autre récipient et non dans le réservoir de lait. Cette ferme de chez nous est très avant-gardiste.

Quelles sont vos installations au Québec et quelles sont vos activités?

•(1610)

[Traduction]

**M. Bill Emmott:** Eh bien, 6 000 de nos 12 000 membres résident au Québec, et ils sont très forts, au sein de notre association. Un de nos vice-présidents, comme je le suis, est Bruno Letendre. Lui et moi correspondons toutes les semaines, je dirais. Certains des travaux de recherche qui se font au Québec... la ferme expérimentale se trouve à Lennoxville. Elle est financée par le gouvernement fédéral. C'est une excellente nouvelle installation. Les vaches sont bien traitées. J'y suis allé trois fois et chaque fois, j'ai été impressionné. Je suis jaloux, en réalité. C'est une excellente installation.

Le Québec appuie vigoureusement l'industrie laitière de l'ensemble du Canada. Comme vous le savez très bien, il y a maintenant

quelque 400 fermes robotisées au Canada. Ces fermes sont de plus en plus importantes — pas très nombreuses encore, mais très importantes.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Moins de 5 % des fermes au Canada sont robotisées, mais je suis certaine qu'avec le temps, il y en aura davantage étant donné que la robotisation donne une certaine liberté aux familles. Bien sûr, cela coûte très cher et elles y investissent beaucoup d'argent.

Je vais maintenant parler des fromages. Dans votre exposé, vous avez dit qu'il faudrait mettre davantage en avant les fromages faits au Canada. Certaines personnes sont bien heureuses que plus de fromages français vont arriver au Canada, mais il reste que nos producteurs de fromages subiront des pertes financières.

Comment pourrait-on mieux faire connaître nos fromages?

[Traduction]

**M. Bill Emmott:** Je pense très simplement que la plupart des gens veulent acheter des produits locaux, ils veulent acheter auprès de gens qu'ils connaissent. Si c'est un producteur du comté voisin, ou du village voisin, ils vont davantage vouloir acheter le produit, parce qu'ils peuvent dire qu'ils soutiennent M. Smith, l'agriculteur qui est juste là-bas. Il faut faire passer ce message. Ils connaissent les normes au Canada. Il n'y a pas de doute au sujet des normes: elles sont très élevées et portent sur la qualité, sur la façon de produire et tout cela. Je pense que le consommateur donnera son appui au produit canadien.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Ce que vous dites est tout à fait exact. Les gens vont acheter leurs fromages à la ferme voisine, mais dans les supermarchés où tout est entremêlé, comment les gens peuvent-ils distinguer les fromages canadiens des fromages importés? C'est facile quand on va chez les producteurs — il y en a dans ma région —, mais à l'épicerie ou au supermarché, comment peut-on faire pour reconnaître les fromages canadiens?

[Traduction]

**M. Bill Emmott:** Il faut que celui qui fait la transformation et l'agriculteur s'entendent sur une marque, de sorte que le consommateur puisse facilement reconnaître le produit. Dans le programme qui vise la crème glacée, nous avons ce que nous appelons la vache bleue. C'est plutôt une vache blanche sur un fond bleu. Le consommateur peut voir que ça dit « LAIT 100 % CANADIEN ». Le consommateur va reconnaître cela et choisir ce produit. C'est comme acheter une voiture de marque Ford. Sur toutes les voitures de marque Ford, c'est écrit « Ford ». C'est tout simplement une marque qui permet aux gens de savoir ce qu'ils achètent.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Cette étiquette est très visible sur les produits afin que les gens puissent acheter localement.

Me reste-t-il un peu de temps, monsieur le président?

[Traduction]

**Le président:** Pas du tout, mais c'était une bonne question. Merci, madame Raynault.

C'est maintenant le tour de M. Zimmer, pour cinq minutes.

**M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC):** Merci à vous deux d'être venus comparaître devant le comité aujourd'hui.

Je vais poursuivre en évoquant ce que mon collègue de l'autre côté a dit — que l'industrie laitière est l'industrie la plus durement touchée par l'AECG — et je dirais que c'est la vieille analogie des citrons et de la limonade, en ce qui me concerne. En général, on voit l'occasion qui se présente, plutôt que l'amertume des citrons.

Je veux simplement vous demander, concernant la recherche et l'innovation, ce que votre organisation fait pour cibler ce nouveau marché potentiel de 500 millions de personnes.

Mme Raynault a mentionné notre marque canadienne. C'est à n'en pas douter une bonne marque, partout dans le monde. Nous savons tous que c'est un bon produit. Il y a certains fromages cottage qui me manquent ici, en Ontario, et que je ne peux trouver qu'en Colombie-Britannique. Nous aimons nos marques locales, mais il y a certainement un marché.

Pouvez-vous répondre à cela?

• (1615)

**M. Bill Emmott:** Il n'y a pas que l'AECG qui fait problème, mais aussi l'Organisation mondiale du commerce. Selon les règles de l'OMC, nous ne pouvons faire le commerce que d'une quantité donnée. Nous attendons toujours les derniers documents relatifs à l'AECG pour voir si nous devons nous soumettre aux deux ensembles de règles, et nous présumons que ce sera le cas.

Nous allons devoir ajouter le prix intérieur complet, ou un prix intérieur, quel qu'il soit, pour produire ces super produits. Nous avons un produit en Grande-Bretagne, un fromage de lait de chèvre cru qui était bien connu — c'était un cheddar — très recherché. Nous allons devoir nous remettre à concevoir des produits de ce genre pour le marché européen.

**M. Bob Zimmer:** Votre organisation le fait-elle en ce moment? Avez-vous une liste de produits que vous envisagez, ou est-ce toujours à déterminer?

**M. Bill Emmott:** C'est encore à déterminer. Nous avons terminé aujourd'hui une mise à jour sur six mois au sujet de l'AECG que nous transmettons à nos producteurs. Tout est sorti en octobre de l'année passée, alors nous en sommes encore à défricher tout cela. Comme je le dis, il faut que nous voyions la dernière...

**M. Bob Zimmer:** Oui, je peux très bien comprendre. Vous devez voir la dernière version avant de pouvoir vous prononcer.

Est-ce qu'on sent, dans votre industrie, que cela peut être positif, comme nous le voyons? J'ai l'impression que nous avons vu un léger changement: au début, on constate le changement — et nous sommes nombreux à craindre le changement —, mais on voit tout à coup les possibilités et on se dit que c'est vraiment gros. Est-ce que vous voyez cela dans votre industrie?

**M. Bill Emmott:** Il ne faut pas oublier que l'industrie laitière est très viable en Europe aussi. Ils ont des indicateurs géographiques en Europe aussi. Presque tous nos fromagers et nos fromages sont d'Europe, alors cela représente tout un enjeu aussi.

C'est sûr que nous voyons les possibilités. Avec des citrons, on fait de la limonade. Il ne fait pas de doute que nous allons passer au travers, mais il faudra du temps. Une transition prend de 7 à 10 ans, et nous ne savons pas exactement sur quelle période la transition en question se fera, et à quelle vitesse les choses vont se dérouler.

**M. Bob Zimmer:** C'est bon à entendre.

Monsieur Brandle, j'ai une question semblable pour votre organisation, concernant l'AECG et, encore une fois, la recherche et l'innovation. Est-ce que votre organisation se penche sur l'AECG

et sur les possibilités qu'il offre? Avez-vous adapté vos cibles de recherche et d'innovation en fonction de ce marché en particulier?

**M. Jim Brandle:** Je dirais que nous avons toujours vu l'Europe comme une occasion. Bien entendu, nous avons de nombreux producteurs qui sont néerlandais, par exemple, et qui entretiennent déjà des liens sur les marchés européens. Par exemple, vous verrez des choses comme nos raisins Pixie, une variété ornementale miniature, qui prennent en ce moment même le chemin des marchés européens.

Je pense qu'il existe certainement de occasions d'automatisation pour d'autres variétés. Je dirais aussi qu'un organisme scientifique consultatif international travaille avec notre organisation, et qu'il y a là une forte représentation européenne. Par exemple, les Néerlandais et les Belges, les industries de lutte biologique et de cultures de serre; nous essayons de bien les comprendre de sorte que ces occasions ne se limitent pas au Canada ou qu'elles ne restent pas à petite échelle. Nous les voulons vastes et mondiales. C'est vraiment la manière de faire pour que cela fonctionne, et c'est ce qui assure la prospérité et la compétitivité.

**M. Bob Zimmer:** Ce que vous dites, c'est que vous le faites déjà et que vous êtes déjà en bonne voie de profiter des occasions que l'AECG offre. C'est évident.

**M. Jim Brandle:** En effet. Il fallait simplement tracer la voie à suivre et faciliter les choses.

**M. Bob Zimmer:** C'est parfait. Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Zimmer.

C'est maintenant le tour de M. Garrison, pour cinq minutes.

**M. Randall Garrison (Esquimalt—Juan de Fuca, NPD):** Je vous remercie tous les deux d'être là aujourd'hui.

Je suis de l'île de Vancouver et je veux donc me concentrer essentiellement sur les produits laitiers. L'une des choses qui sont souvent soulevées, lors des discussions relatives à l'île de Vancouver, c'est que jusqu'à récemment — il y a trois ans, je dirais —, l'île de Vancouver subvenait à ses propres besoins en produits laitiers. Maintenant, nous importons des produits du continent.

Dans quelle mesure est-ce une question importante pour les gens de l'industrie laitière et de l'association? Je sais que c'est important pour mes commettants. La provenance du lait et le lieu de sa production sont des questions très importantes pour moi.

• (1620)

**M. Bill Emmott:** C'est toujours une chose importante pour tout agriculteur. Ils veulent produire pour le marché de leur secteur, et je le reconnais. Chacune de nos organisations est provinciale. Je ne sais pas très bien, pour la Colombie-Britannique. Notre président national vient de l'île, en réalité.

J'imagine qu'il y a eu d'autres possibilités, que des agriculteurs ont quitté l'île ou ont pris leur retraite. C'est toujours un problème. De nombreux agriculteurs ont au moins mon âge. Nous investissons dans la robotisation de nos fermes, comme nous en avons parlé plus tôt. Dans la famille, la génération montante envisage de poursuivre les affaires, alors c'est très excitant.

Vos Island Farms ont été vendues à Agropur, je pense. Il s'agit d'une coopérative agricole, ce qui donne toujours aux agriculteurs un certain contrôle sur ce qui se fait. Je nourris de grands espoirs au sujet de ce qui va se produire là à l'avenir.

**M. Randall Garrison:** Le débat sur les aliments locaux, sur l'île de Vancouver, est toujours lié à ce que les gens disent à propos des fruits et légumes frais: les épiceries ont des problèmes après trois jours. Pour nous, avec le traversier, c'est ce qui se produirait.

L'une des choses que nous voyons depuis quelques années, c'est l'augmentation rapide du nombre d'artisans fromagers sur l'île de Vancouver. Je pense que le reste du pays s'en est rendu compte vers 2011, quand des fromagers des districts de Comox Valley, plus au nord, et de Parksville-Qualicum ont remporté les trois premières places au Grand Prix des Fromages canadiens.

Les plaintes que j'entends sur l'île portent sur l'orientation d'Agriculture Canada qui favorise la production industrielle. Ma question est la suivante. Quelle part du travail de recherche et d'innovation est axée sur le soutien aux producteurs artisanaux, qui offrent les produits haut de gamme du marché du fromage?

**M. Bill Emmott:** À l'échelle nationale, je ne pourrais vous le dire précisément, mais nous pouvons vous obtenir cette information et vous la faire parvenir ultérieurement.

Je sais que les produits artisanaux en Ontario et au Québec, et dans la plupart des provinces, maintenant, sont très prioritaires. Nous faisons de la recherche sur ce qui peut se faire dans les exploitations agricoles, mais les mêmes normes s'appliquent à tous, peu importe qui les produit. La salubrité des aliments passe avant toute chose.

**M. Randall Garrison:** Personne ne dira le contraire, j'en suis sûr, mais souvent, ce que j'entends des fromagers locaux de l'île, c'est que certaines de ces normes sont conçues pour un contexte industriel. Elles sont très difficiles à appliquer à une exploitation artisanale qui produit quand même des fromages sûrs.

Je poserais la même question à M. Brandle, de Vineland Research, concernant le soutien à la production artisanale, ou à plus petite échelle, à laquelle s'adonnent beaucoup de gens dans l'Ouest canadien, en particulier sur l'île de Vancouver. Quelle part de vos travaux de recherche s'applique aux artisans producteurs?

**M. Jim Brandle:** Pour nous engager dans un projet de recherche, nous réalisons ce que nous appelons une analyse des possibilités. La taille a peu d'importance; ce sont les possibilités de produire un effet et les possibilités de croissance qui comptent. Les fromageries artisanales finissent par grossir et deviennent industrielles. La production du cheddar était probablement artisanale, il y a 200 ans. C'est comme ça que nous envisageons les choses.

Je vous ai parlé tout à l'heure des cultures ethniques, et si vous envisagez cela sur le terrain, c'est une occasion de production artisanale. Il y a un certain nombre de petits producteurs, mais quand vous vous arrêtez aux données démographiques, vous pouvez voir qu'il serait possible d'avoir des milliers d'acres de telles cultures. Nous pouvons commencer à petite échelle avec ces gens, puis les aider à croître. Nous participons à ce genre de projets. J'ai mentionné les raisins Pixie. Dans ce cas, c'est plutôt une occasion à plus petite échelle, pour un cultivateur en particulier, par exemple.

Nous travaillons aussi à des choses comme les robots et essayons de résoudre les gros problèmes que tous les membres de l'industrie rencontrent à cause des coûts de la main-d'oeuvre.

Je ne dirais pas que des gens pourraient être exclus, mais ils doivent être en mesure de présenter un projet qui stimulera la

croissance et qui créera la prospérité au bout du compte. Cela peut prendre des années, mais il faut que nous puissions l'envisager.

**Le président:** Merci beaucoup. Votre temps est écoulé.

Nous allons soustraire environ cinq minutes, à la fin du prochain tour, et je vais me prévaloir d'un privilège, à titre de président, et poser une petite question. Je l'adresserai à M. Emmott.

Cela m'intéresse, parce que j'étais dans l'industrie laitière. Je suis ébahi par l'augmentation de la production. Comme nous le savons, la génétique n'a pas pour seul effet d'augmenter la production, parce qu'il y a tout le corps, autour de cela. Quand nous parlons de recherche — et cette question devrait être posée à Semex au moment opportun — je me demande quel serait le moment opportun de concevoir ces améliorations génétiques, et s'il est important de le faire, non seulement pour la production laitière, mais pour les pattes qui soutiennent tout cela. Je pense que je vais garder cela pour Semex.

Vous avez mentionné l'AECG. Quelqu'un a demandé s'il y avait du financement. Je pense que l'accord parle de... Comme vous l'avez dit, cela vient après les 5, 7 ou 10 années qui suivent...

J'aimerais avoir une idée du montant d'argent qui va à la recherche qui mènera à une véritable innovation. J'aime la définition que Jim nous a donnée. Est-ce que les choses ont changé? Il n'est pas question que du marché européen. Je pense, Bill, que la question de la recherche et de l'innovation — particulièrement la recherche, en ce moment — est une question de relation avec les transformateurs, qui font partie de la grappe menant à la recherche. Qu'est-ce qui se passe avec l'argent qui serait consacré à cela, et avec la capacité de développer des fromages canadiens répondant aux exigences dont nous parlons continuellement, notre marché intérieur et le marché local — un marché manifestement canadien? Comment cela se met-il sur pied? Avez-vous les chiffres sur l'augmentation possible du budget, sur ce qui est dans le budget relatif à ce type de recherche?

● (1625)

**M. Bill Emmott:** Il faudra que nous cherchions ces montants-là aussi. J'ai du personnel qui peut trouver ces renseignements précis.

Je reconnais la différence entre la recherche et l'innovation, mais ce à quoi nous devons penser, c'est à la communication avec les producteurs et à la façon de faire en sorte que ces nouvelles activités se réalisent dans les exploitations agricoles et dans les granges. C'est un élément vital de tout cela, et c'est ainsi que nous communiquons. Nous faisons des études là-dessus: comment en faire de l'information que les agriculteurs peuvent utiliser et qu'ils liront pour ensuite en faire quelque chose aux prochaines étapes de leur vie.

**Le président:** Oui.

En effet, je sais que certains de vos employés sont ici. S'il était possible de recueillir une partie de cet argent, nous pourrions voir ce qui peut entrer dans ce genre de recherche, en gros pour faire avancer vos marchés intérieurs.

Je remercie les témoins d'être venus.

Nous allons nous arrêter deux minutes pour que nos prochains témoins puissent s'installer.

Merci beaucoup.

• (1625) \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

• (1630)

**Le président:** Nous reprenons, si vous le voulez bien.

Chers collègues, pour cette deuxième heure, nous recevons Jacques Chesnais, généticien principal, Semex Alliance. Bienvenue, Jacques.

Par vidéoconférence, de Winnipeg, au Manitoba, nous entendrons Peter Watts, directeur, Innovation du marché, de Pulse Canada. Bienvenue, Paul.

Nous allons commencer par vous, monsieur Chesnais. Vous avez sept minutes pour nous présenter votre exposé.

**Dr Jacques Chesnais (généticien principal, Semex Alliance):** Monsieur le président, je vous remercie spécialement d'avoir invité Semex à comparaître devant le comité.

Nous avons trois recommandations de Semex à présenter au comité, mais avant de le faire, j'aimerais vous expliquer qui est Semex et dans quel environnement elle travaille en termes de recherche et d'innovation.

L'Alliance Semex a été fondée il y a environ 30 ans pour commercialiser la génétique laitière développée au Canada. Elle est la propriété de trois organisations, le Centre d'insémination artificielle du Québec, Eastgen en Ontario et Westgen en Colombie-Britannique.

Semex commercialise la génétique bovine et laitière dans plus de 100 pays différents, principalement de la semence de taureau et des embryons. Nous connaissons beaucoup de succès. Notre part de marché a augmenté à l'extérieur du Canada depuis quelques années. Elle représente environ 70 % du marché au Canada et 20 % du marché mondial.

Nous profitons de la renommée mondiale du Canada pour sa génétique du bétail dans le monde. L'exportation mise à part, je dois mentionner que le progrès génétique est essentiel pour l'industrie laitière, puisqu'une part très importante des grains de productivité à long terme lui est attribuable, de 60 à 70 %. Le progrès génétique est lent, mais il a une incidence énorme sur notre industrie.

Semex dépend beaucoup de la recherche et de l'innovation. Nous investissons en recherche, notamment en génomique, sur les méthodes d'évaluation de la génomique, la résistance aux maladies et les technologies de la reproduction. Je vous donne dans mon mémoire quelques exemples de succès attribuables à nos recherches. Je souligne en particulier que nous sommes un pionnier dans l'application de la génomique aux bovins laitiers.

Nous investissons dans la recherche directement ou par le Réseau laitier canadien, un consortium d'organisations qui s'intéressent à l'amélioration génétique des bovins laitiers. Nous finançons aussi des projets du CRSNG, c'est-à-dire le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, en plus de financer des postes dans des universités.

Pour nous, la recherche est essentielle, faute de quoi je ne crois pas que nous pourrions suivre la concurrence. Nous avons des partenaires de recherche au Canada et à l'étranger, mais pour aujourd'hui, j'aimerais surtout vous parler de nos partenaires canadiens, essentiellement les gouvernements et les universités.

Au gouvernement, il ne reste pas grand-chose à la Direction de la recherche d'Agriculture Canada dans le domaine crucial de la génétique et de la génomique du bétail. Le ministère a considérablement réduit sa participation à la recherche en génomique du bétail depuis 20 ans, particulièrement en 1994-1995, mais aussi depuis lors, dans l'idée que les universités canadiennes combleraient le déficit.

L'année dernière, la Direction de la recherche a même supprimé deux postes de scientifiques travaillant avec l'industrie, dont l'un venait de recevoir un prix international prestigieux. Il reste donc très peu de chercheurs à cette direction dans notre domaine.

Pour leur part, les universités canadiennes éprouvent des difficultés financières, à quelques exceptions près. En fait, le Canada est confronté à une fuite des cerveaux dans la recherche en génétique du bétail, alors qu'il y a 15 ans, des scientifiques de partout dans le monde affluaient vers nos universités, dont celle de Guelph.

Je vous donne quelques exemples particuliers de la fuite des cerveaux qui s'observe depuis cinq ans. Par conséquent, le secteur a de plus en plus de difficulté à effectuer de la recherche au Canada. C'est un problème pour deux raisons. D'abord, pour participer aux consortiums de recherche internationaux, il faut avoir quelque chose à apporter. Ensuite, il est difficile d'avoir quelque chose d'unique qui nous procure un avantage concurrentiel quand on ne fait de recherches qu'en coopération avec d'autres pays. Il faut avoir quelque chose de différent à offrir pour réussir sur le marché. Nous avons donc besoin d'accroître notre capacité de recherche nationale.

• (1635)

Sur une note plus positive, l'industrie a pu bénéficier du programme de recherche de la grappe laitière grâce aux Producteurs laitiers du Canada — vous venez justement d'entendre Bill Emmot —, dans le cadre du projet Cultivons l'avenir 2. Ce programme va permettre aux membres de l'industrie, au cours des quatre prochaines années, d'amorcer des recherches en génomique sur des caractères nouveaux, mais nous sommes encore très loin de l'effort requis pour concurrencer nos principaux rivaux en Europe et aux États-Unis. C'est là où se trouvent nos principaux concurrents, et le manque de scientifiques en mesure de mener ces projets au Canada est un très grand handicap.

Enfin, je mentionne qu'en 2004, Génome Canada a contribué, il faut le souligner, au projet de séquençage du génome bovin, une très bonne décision. Cependant, depuis lors, Génome Canada a très peu appuyé la génomique laitière. Nous sommes donc inquiets de ce manque d'appui, parce que nous craignons qu'il nuise à notre aptitude à innover à long terme.

Nous avons trois recommandations à présenter au comité.

Premièrement, Génome Canada devrait recommencer à investir dans la recherche en génomique laitière en coopération avec le secteur, particulièrement dans des projets concernant les caractères nouveaux (efficacité alimentaire, émission de gaz à effet de serre, santé animale, propriétés du lait pour la santé humaine), des facettes qui sont toutes très importantes pour l'avenir de l'industrie et que la génomique pourrait véritablement faire progresser beaucoup.

Deuxièmement, il devrait y avoir un effort de planification conjointe entre l'industrie, les universités et les gouvernements pour assurer le financement à long terme de la recherche en génétique et en génomique du bétail et pour ralentir ou arrêter la fuite des cerveaux.

Enfin, à notre avis, le gouvernement fédéral, en coopération avec les provinces, devrait mettre autant l'accent sur les programmes visant à attirer, à employer et à retenir du personnel d'enseignement et de recherche de haut calibre dans les universités canadiennes que sur des programmes visant les briques et le ciment dans les universités. Bien qu'il n'y ait rien de mal là-dedans, il serait utile de viser un meilleur équilibre. On devrait peut-être lier le programme de la Fondation canadienne pour l'innovation au maintien ou à l'augmentation du personnel de recherche nécessaire à l'exploitation des nouvelles infrastructures que ce programme permet de développer. Cela ne signifie pas nécessairement d'investir plus d'argent, mais de viser simplement un meilleur équilibre entre l'infrastructure et la matière grise.

Je remercie le comité de m'accueillir comme témoin. C'est avec grand plaisir que je vais répondre à toutes vos questions.

**Le président:** Merci beaucoup. C'était un bon exposé.

Nous allons maintenant donner sept minutes, s'il vous plaît, à M. Peter Watts, qui représente Pulse Canada.

**M. Peter Watts (directeur, Innovation du marché, Pulse Canada):** Bonjour. Je m'appelle Peter Watts et je m'exprime au nom de Pulse Canada, l'association nationale qui représente les cultivateurs, les commerçants et les transformateurs de légumineuses, c'est-à-dire de pois, de haricots, de lentilles et de pois chiches au Canada.

[Français]

Je vous remercie d'avoir invité Pulse Canada à témoigner devant vous aujourd'hui. Si vous avez des questions à la suite de ma présentation, je serai heureux d'y répondre.

[Traduction]

Il ne serait pas exagéré de dire que les secteurs des ingrédients, de la transformation d'aliments et de la vente au détail d'aliments au Canada, en Amérique du Nord et dans le monde, même, connaissent une révolution remarquable. Pendant longtemps, le secteur de la transformation des aliments mondial dépendait essentiellement de produits éprouvés, souvent à haute teneur en gras, en sucre et en sel. Ces aliments ont joué un rôle central dans l'épidémie de ce type de régime alimentaire et du mode de vie à l'origine de maladies comme l'obésité, les maladies du cœur et le diabète. Aujourd'hui, près de 10 % des Canadiens sont atteints du diabète ou du prédiabète, comme la population de beaucoup d'autres pays du monde. Outre les enjeux liés à la santé, on surveille de plus en plus l'empreinte alimentaire sur l'environnement. Ainsi, les problèmes de santé et d'environnement poussent les gouvernements, les organisations de la santé, les fabricants d'aliments, les ONG et les consommateurs à examiner attentivement les aliments offerts aux consommateurs dans les marchés d'alimentation et dans les systèmes de production alimentaire.

Bien que les gouvernements réagissent en adoptant des lois importantes pour s'attaquer à ces problèmes, notamment par l'interdiction des gras trans, les consommateurs veulent désormais savoir exactement ce qui se trouve dans leurs aliments et comment ils sont produits. Ils lisent les étiquettes nutritionnelles comme jamais auparavant. Même la fécula de maïs modifiée les fait sourciller de nos jours. Quand les consommateurs voient quelque

chose qu'ils n'aiment pas, ils ont le pouvoir, par les médias sociaux, les blogues alimentaires ou des pétitions en ligne, de forcer les dirigeants d'entreprise à porter attention à leurs préoccupations.

Les consommateurs d'aujourd'hui optent pour des aliments plus sains, notamment ceux à haute teneur en protéines et en fibres, ou pour des produits qui ne contiennent pas de substances qu'ils jugent négatives, comme le gluten ou les OGM. De plus, les consommateurs veulent des aliments issus d'une culture jugée durable, équitable et éthique. Toutes ces exigences des consommateurs forcent la main aux fabricants du secteur, qui n'ont d'autre choix que d'offrir des aliments plus sains et plus durables, sous la forme de nouveaux produits ou de versions améliorées d'aliments existants.

Les défis sont nombreux dans le secteur alimentaire, et leurs incidences se font sentir dans toute la chaîne de valeur, jusqu'à la production et à la transformation primaire. C'est là où certains des plus grands défis se posent pour le Canada, mais des portes s'ouvrent aussi. Le secteur agroalimentaire canadien doit satisfaire les désirs et les besoins de ses consommateurs, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises alimentaires, s'il veut rester concurrentiel.

Dans l'industrie des légumineuses, depuis huit ans, nous déployons beaucoup d'efforts pour saisir les occasions qui se présentent à nous et répondre aux besoins par la création et la diffusion de savoir. Ainsi, nous mettons beaucoup l'accent sur les motivations des consommateurs en matière de nutrition, de santé et de durabilité, de même que sur les besoins du secteur de la transformation alimentaire, afin de mieux comprendre les technologies de transformation et d'utilisation. Ce genre de travail est rendu possible par des initiatives comme les programmes d'innovation en agriculture et de grappes scientifiques d'AAC.

Dans le domaine de la santé, grâce à l'appui d'AAC, l'industrie des légumineuses du Canada investit dans des essais cliniques humains qui montrent les avantages de la consommation de légumineuses pour réduire le taux de cholestérol, atteindre la satiété et contrôler le niveau de sucre dans le sang. Plus les recherches avanceront, plus l'industrie pourra valider les allégations relatives à la santé au Canada, de même qu'aux États-Unis et en Europe. Les entreprises alimentaires sont à l'affût de validations des allégations relatives à la santé, de sorte que ce genre de travail crée de la valeur et présente des débouchés importants pour les légumineuses sur le marché.

Dans le domaine de la transformation et de l'utilisation, l'industrie des légumineuses vient de terminer un programme de recherche de quatre ans à l'Institut canadien des céréales, à Winnipeg, grâce au financement conjoint de l'industrie et d'AAC, qui a permis d'étudier les techniques de transformation des légumineuses en farines fonctionnelles en alimentation. L'ajout de farines de légumineuses aidera les entreprises à augmenter la valeur nutritionnelle des aliments et à réduire leur empreinte environnementale, et elles voudront l'inscrire sur leurs étiquettes.

Dans le cadre d'un autre projet, Pulse Canada dirige un consortium d'intervenants du secteur agricole canadien qui est en train de concevoir un outil de calcul de la durabilité pour permettre aux agriculteurs de mesurer et de quantifier leur empreinte environnementale et donc leurs émissions de CO<sub>2</sub>, leur consommation d'énergie, la qualité de leurs sols et l'efficacité de leur utilisation des sols.

Lorsqu'on crée de nouvelles connaissances, il faut les diffuser pour leur donner de la valeur auprès des sociétés alimentaires, des détaillants et des consommateurs. Pour ce genre de projets, l'industrie des légumineuses dépend des fonds de contrepartie offerts par AAC dans le cadre du programme Agri-marketing et d'autres programmes comme Agri-flexibilité.

• (1640)

Nos activités d'éducation de l'industrie alimentaire, par des conférences, des symposiums, des rencontres en personne, des journaux techniques, des publications imprimées, le Web et les médias sociaux nous permettent de communiquer et de promouvoir les découvertes issues de nos projets de recherche et de développement.

Comment savons-nous que nous sommes sur la bonne voie? Nous en avons de bonnes preuves. Aujourd'hui, de grandes entreprises alimentaires comme General Mills, Kraft, Campbell's, le Choix du Président et PepsiCo ont des équipes spéciales qui ont pour mandat de créer des aliments contenant des ingrédients à base de légumineuses. Si vous demandez aux dirigeants de ces entreprises s'ils ont entendu parler de Pulse Canada, je suis à peu près certain qu'ils vont tous vous répondre que oui.

En résumé, l'industrie canadienne des légumineuses a profité énormément au fil des ans de programmes comme le PIA et les programmes de Grappe scientifique, Agri-flexibilité et Agri-marketing, qui ont tous aidé l'industrie à développer et à diffuser des connaissances, qui créent de la valeur dans le secteur, particulièrement dans les champs de recherche plus risqués dans lesquels les producteurs de l'industrie primaire n'osent pas investir, du moins pas à eux seuls.

Cet appui se conjugue à une infrastructure de recherche de calibre mondial au Canada, qui permet à des scientifiques de chercher de nouvelles façons de transformer les produits agricoles canadiens afin de répondre aux besoins et aux désirs des entreprises alimentaires et des consommateurs. Grâce à ces programmes et à cette infrastructure, le Canada a les ressources et l'expertise nécessaires pour être le meilleur fournisseur de produits agroalimentaires au monde.

L'aide à la R-D issue d'AAC, par des programmes comme le PIA et les programmes de Grappe scientifique, Agri-marketing et les autres est essentielle pour appuyer la recherche, l'innovation et la commercialisation dans le secteur agroalimentaire canadien. Les gouvernements du Canada doivent assurer le maintien de ces programmes et leur financement pour permettre au secteur agricole canadien de continuer d'innover, de trouver de nouvelles techniques et d'adapter les technologies existantes pour rester concurrentiel sur le marché mondial de l'alimentation, qui est de plus en plus complexe et exigeant.

Il y a deux ans, Galen Weston a qualifié les légumineuses de « l'aliment de l'avenir ». Chez Pulse Canada, nous en sommes fermement convaincus, et grâce au partenariat du gouvernement canadien, l'industrie canadienne des légumineuses peut se tourner vers l'avenir en toute confiance pour créer de la valeur et de la rentabilité dans notre secteur.

Merci.

• (1645)

**Le président:** Je remercie infiniment les témoins de leurs exposés.

Nous allons maintenant passer aux questions des membres du comité.

Commençons par Mme Raynault, s'il vous plaît, pour cinq minutes.

[Français]

**Mme Francine Raynault:** Je vous remercie, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Chesnais.

Dans l'édition du 2 avril dernier de *La Terre de chez nous*, on peut lire que votre entreprise se classe dans le top 3 mondial. C'est très bien et je vous félicite à cet égard.

Vous avez également mentionné que, au Canada, le marché du lait est protégé, mais pas la génétique. Pouvez-vous nous expliquer la raison pour laquelle la génétique n'est pas protégée au Canada?

**Dr Jacques Chesnais:** La génétique est complètement ouverte à la concurrence. En fait, Semex est en concurrence avec tout le monde, que ce soient les Européens, les Américains et ainsi de suite, puisqu'il n'y a pas de contingentement dans le cas de la génétique. La semence et les embryons s'exportent très bien et peuvent très facilement aller d'un pays à l'autre. La concurrence est totalement ouverte et féroce, mais il faut qu'on tire notre épingle du jeu.

**Mme Francine Raynault:** Ce qui n'est pas toujours facile.

**Dr Jacques Chesnais:** Ce n'est pas toujours facile, mais on essaie. Pour un pays de la taille du Canada, si on compare notre succès commercial en matière de génétique laitière par rapport à la population de vaches au Canada, c'est quand même surprenant. Nous avons un million de vaches sur une population d'environ dix millions au Canada. En Europe, il y en a encore plus et, malgré cela, nous détenons quand même 20 % du marché mondial. Donc, on se débrouille assez bien.

**Mme Francine Raynault:** Le conseil d'administration de Semex compte quatre administrateurs du Québec. On peut également lire dans l'article de *La Terre de chez nous* que vous devez effectuer des arbitrages déchirants quant à la répartition de la semence de jeunes taureaux génomiques entre le Canada et l'étranger. Pourriez-vous, s'il vous plaît, élaborer à ce sujet?

**Dr Jacques Chesnais:** Aujourd'hui, avec la génomique, au lieu de vendre seulement de la semence de taureaux éprouvés, on vend aussi la semence de jeunes taureaux dont l'évaluation génomique se fonde sur un génotypage de 50 000 marqueurs d'ADN. Cela s'est développé très très vite chez le bovin laitier.

Les jeunes taureaux ne produisent pas beaucoup de semence parce qu'ils sont jeunes et nous devons donc faire un choix. Lorsqu'on a les meilleurs taureaux, il y a énormément de concurrence, car les producteurs canadiens et les producteurs étrangers veulent leur semence. Il faut donc choisir qui va avoir la semence des meilleurs taureaux. Cela sous-tend qu'il faut prendre des décisions qui ne plaisent pas nécessairement à tout le monde, mais on essaie quand même de donner une priorité à nos propriétaires, qui sont le CIAQ, WestGen et EastGen.

**Mme Francine Raynault:** Agriculture et Agroalimentaire Canada a beaucoup diminué son implication dans la recherche génétique au cours des 20 dernières années. On semblait compter sur les universités canadiennes pour combler ce déficit et faire de la recherche, mais celles-ci ont aussi des difficultés financières et subissent un exode des compétences.

Comment voyez-vous l'avenir dans ce domaine?

•(1650)

**Dr Jacques Chesnais:** C'est effectivement un problème pour nous et nous avons essayé de le contrer. Agriculture et Agroalimentaire Canada a choisi les plantes et a décidé que les universités s'occuperaient de la génétique ou de la génomique des animaux. Or ce n'est pas si simple. En effet, un bon nombre d'universités ont réduit leur capacité, notamment l'Université de Guelph, qui a été une pionnière dans ce domaine pendant de nombreuses années. Sa faculté a été réduite de 30 %. Nous nous trouvons dans une situation négative, de sorte que des chercheurs de haut niveau quittent le Canada. Certains d'entre eux sont partis de l'Université de l'Alberta et sont allés en Nouvelle-Zélande. D'autres sont allés en Australie, etc.

Notre position n'est pas la même qu'il y a cinq ou dix ans pour ce qui est de la recherche. Semex essaie de contrer ce problème. Par exemple, c'est l'industrie qui a décidé d'employer le chercheur dont le poste avait été éliminé par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Dans des cas comme ceux des postes que l'Université de Guelph n'a pas renouvelés, nous essayons de compenser cela financièrement, mais nous aimerions tout de même que ça fonctionne des deux côtés.

**Mme Francine Raynault:** Quelle est la raison principale pour laquelle nos chercheurs veulent notamment aller travailler en Nouvelle-Zélande?

**Dr Jacques Chesnais:** À mon avis — et je pourrais dire ici « à notre avis », étant donné que cela fait consensus à Semex —, il faudrait qu'une politique plus complète et à plus long terme soit adoptée en matière de recherche. Pour arriver à attirer des chercheurs d'envergure, ces derniers doivent sentir qu'il y a un appui à long terme, soit de la part d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou de la part des universités. Il faut créer des masses critiques au niveau de la recherche.

Pour nous, la recherche est cruciale. On parle ici d'innovation et, dans le cas de la génétique animale, ça va relativement vite. Lorsque des recherches débouchent sur des technologies pratiques qui peuvent être appliquées de façon profitable, les choses se passent effectivement assez vite. Dans le cas de la génomique, par exemple, nous avons eu des résultats en 2008 et, la même année, nous avons commencé à les appliquer. Une année plus tard, le Canada avait des évaluations officielles pour la génomique. Cela s'est passé très rapidement.

Pour nous, le problème est davantage la recherche que l'innovation, étant donné que nous avons une assez bonne tradition d'innovation dans le cas de la génétique des bovins laitiers.

[Traduction]

**Le président:** Je vais maintenant donner la parole à M. Hoback pour cinq minutes, s'il vous plaît.

**M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC):** Je remercie les témoins d'être avec nous cet après-midi.

Je suis un peu confus et j'espère que vous allez pouvoir m'aider.

Je regarde les montants que nous avons investis dans les grappes scientifiques. Il y a la grappe bovine et la grappe laitière. La grappe bovine a bénéficié d'une augmentation de financement de 61 %. Il est donc passé de 8 à 14 millions de dollars, et celui de la grappe laitière est passé de 7 à 12 millions de dollars.

Pourquoi ces grappes ne vont-elles pas chercher tous ces gens? Pourquoi ne financent-elles pas ces projets par les universités? Pourquoi est-ce qu'elles ne le font pas? Que font les grappes de tout cet argent?

**Dr Jacques Chesnais:** Une partie de l'argent de la grappe a servi à financer la génétique et la génomique, une partie.

**M. Randy Hoback:** Mais Génome Canada a reçu environ 65 millions de dollars.

Bien sûr, il y a Génome Canada et les grappes, et il ne faut pas oublier...

**Dr Jacques Chesnais:** Nous croyons en fait que Génome Canada devrait essayer d'investir dans notre industrie, qui se démarque pour l'utilisation des fruits de la génomique. En fait, nous sommes un chef de file dans l'industrie du bétail.

**M. Randy Hoback:** Encore une fois, ce n'est donc pas au gouvernement qu'il faut vous adresser; il faudrait plutôt dire aux gens de Génome Canada qu'il serait temps de vous rassembler pour fixer des priorités et déterminer d'une orientation.

Ne serait-il pas préférable de laisser les scientifiques...? C'était l'idée à la base des grappes scientifiques. C'est pourquoi beaucoup d'organisations agricoles privilégiaient la création de grappes, elles voulaient avoir plus de pouvoir direct. Si nous prenons l'argent et que nous l'investissons dans les grappes...

Vous affirmez avoir perdu deux postes, mais vous avez gagné 26 millions de dollars pour la recherche. Préférez-vous avoir deux postes ou 26 millions de dollars? Vous avez un pouvoir décisionnel. Vous avez la grappe. L'argent est à vous. Pourquoi laissez-vous faire tout cela?

**Dr Jacques Chesnais:** En gros, avec l'appui de la grappe, l'industrie de l'élevage de bovins laitiers a réussi à... Nous avons investi 600 000 et Agriculture Canada, 1,8 million, pour un total de 2,4 millions de dollars sur cinq ans, ce qui n'est pas énorme pour financer des recherches sur tous les sujets que j'ai mentionnés, particulièrement l'efficacité alimentaire et la santé animale.

La recherche en génomique coûte relativement cher, puisqu'il faut procéder au génotypage, une démarche assez coûteuse, et qu'il faut recueillir des données sur les nouveaux caractères. Ces recherches coûtent donc relativement cher.

•(1655)

**M. Randy Hoback:** Encore une fois, en tant que contribuable qui dépense l'argent des contribuables, je me demande ce que le contribuable investit dans ces recherches, et c'est très bien, mais qui en bénéficie en bout de ligne? Vous vendez des semences dans le monde, donc vous investissez de l'argent en recherche. Je sais que quand je travaillais pour Flexi-Coil et Case New Holland, il y avait des crédits fiscaux et des déductions, mais nous faisons nos propres recherches. Nous les financions toutes. Où est le secteur privé dans tout cela?

**Dr Jacques Chesnais:** Que ce soit dans les grappes, dans les projets du CRSNG ou dans ceux du Réseau laitier canadien, il y a toujours de l'argent du secteur privé. En fait, nous participons toujours aux projets de recherche. Il ne se réalise aucun projet de recherche sans que nous n'y investissions de l'argent, donc...

**M. Randy Hoback:** D'accord, donc le pourcentage de votre part est...

**Dr Jacques Chesnais:** Pour cela, Semex a pour politique d'utiliser au moins 3 % de ses revenus bruts pour financer la recherche. Dans les faits, nous en utilisons plus. Nous contribuons à la recherche. Nous ne nous attendons pas à ce que le gouvernement paie pour tout, bien sûr. Nous pensons que c'est très important pour nous.

**M. Randy Hoback:** C'est justement là où je suis confus, parce que vous affirmez vouloir de l'argent pour les grappes, mais vous voulez aussi des postes en recherche. Vous en voulez plus, toujours plus. En bout de ligne, il y a une limite à l'argent que les contribuables sont prêts à dépenser. Comment établir la liste des priorités?

Encore une fois, nous vous avons donné des outils pour établir vous-mêmes vos priorités au sein des grappes. Nous vous avons délégué ce pouvoir, comme vous nous l'aviez demandé. Vous avez maintenant la priorité, et vous nous dites que vous n'arrivez pas à satisfaire vos besoins. Y a-t-il un problème de structure dans les grappes? Qu'y a-t-il?

**Dr Jacques Chesnais:** Je vous dis que nous avons effectivement reçu de l'argent de la grappe laitière pour nos recherches en génétique et en génomique, mais qu'il est limité. C'est très peu comparativement à ce que nos principaux concurrents reçoivent, aux États-Unis ou en Europe. Nous avons besoin de plus de sources de financement pour mener nos recherches et être concurrentiels. C'est pourquoi nous pensons qu'il serait logique que Génome Canada ait des projets dans le domaine de la génomique laitière. C'est notre principal message.

**M. Randy Hoback:** Comme je l'ai dit, Génome Canada a reçu environ 65 millions de dollars dans le budget de l'an dernier, et ses dirigeants en étaient très, très, très contents. Génome Canada ne s'en est pas plaint. Je trouve simplement intéressant qu'aujourd'hui... Je suppose que la réalité, c'est qu'il y a tant de gens qui veulent mener leurs projets à bien et qui en demandent plus, qui disent avoir besoin de ceci, de cela, mais qu'il n'y a que tant d'argent.

Encore une fois, vous devez revoir votre modèle d'affaires, et si vous croyez avoir besoin d'intensifier la recherche et le développement pour conserver votre avantage, que ce soit pour les semences, les tracteurs ou les semoirs pneumatiques, vous devez établir comment revoir vos pourcentages d'investissement en recherche et en développement pour y arriver, parce que c'est de votre ressort. Si une autre entreprise vous dépasse parce qu'elle dépense plus en recherche et en développement, je ne suis pas sûr que les contribuables doivent nécessairement être là pour vous aider. Ils sont là pour vous aider, mais dans le même souffle, ils ne sont pas là pour payer toutes vos factures de recherche et de développement.

**Dr Jacques Chesnais:** Eh bien, je suis totalement d'accord avec cela. Comme je l'ai dit, nous ne nous attendons pas à avoir... Nous nous attendons à ce que le gouvernement investisse peut-être autant que nous dans nos recherches.

**M. Randy Hoback:** Autant? Je vous répète que dans bien des secteurs, il n'investit jamais autant, il en est même bien loin.

Je suis un contribuable et je résiste, mais cela me dérange de voir une augmentation des dépenses en recherche et en développement. Je regarde ces investissements de 12 et 14 millions. Ils représentent 26 millions de dollars en tout, plus 65 millions de dollars à Génome Canada. C'est ce que je sais en y jetant un coup d'oeil rapide. Je ne tiens pas compte des crédits fiscaux, ni de tous les incitatifs qui existent et dont peuvent se prévaloir les différentes entreprises ou les différents groupes.

Voyez-vous ce que je veux dire? D'accord, nous avons perdu deux postes, mais savez-vous quoi? Vous auriez pu les embaucher ou financer leurs recherches au moyen des grappes, mais vous ne l'avez pas fait. Pourquoi?

**Dr Jacques Chesnais:** C'est parce qu'il y a d'autres priorités également. Les producteurs laitiers du Canada ont des priorités en matière de santé, de nutrition humaine liée à la consommation des

produits, de nutrition animale, etc. Lorsqu'on répartit les fonds entre tous ces domaines, il ne reste pas grand-chose pour la génomique. Il serait assez logique que Génome Canada participe aux efforts.

**M. Randy Hoback:** D'accord, merci.

**Le président:** Merci beaucoup de votre temps et de vos questions.

Monsieur Eyking, pour cinq minutes.

**L'hon. Mark Eyking:** Messieurs, merci de participer à notre étude aujourd'hui.

Je vais d'abord m'adresser à M. Watts, de Pulse Canada.

Récemment, j'ai visité un centre de recherche à Regina. Les chercheurs m'ont dit qu'une de leurs cultures s'appelle le fenugrec, qui est très populaire. S'agit-il d'une légumineuse?

**M. Peter Watts:** Oui, c'est une légumineuse.

**L'hon. Mark Eyking:** Je n'en avais jamais entendu parler. Ces chercheurs m'ont dit qu'on vend le fenugrec au Moyen-Orient. C'est très lucratif, mais un peu plus difficile à cultiver.

Pouvez-vous m'en parler un peu plus?

● (1700)

**M. Peter Watts:** C'est une légumineuse produite en très petite quantité, qui ne s'inscrit pas encore dans le mandat de Pulse Canada.

**L'hon. Mark Eyking:** Ce marché va-t-il prendre de l'expansion, ou va-t-il demeurer très restreint?

**M. Peter Watts:** C'est un marché assez spécialisé.

**L'hon. Mark Eyking:** D'accord.

La plupart de vos cultures, comme les pois, les haricots et les lentilles, sont bonnes pour la terre aussi. Je présume que c'est pourquoi on parle de cultures de l'avenir. Les lentilles, par exemple, rejettent de l'azote dans le sol. Elles seraient moins exigeantes pour la terre que d'autres cultures.

Vous avez signalé que Galen Weston voit les légumineuses comme la culture de l'avenir. La plupart d'entre elles sont en forte demande dans les pays asiatiques, où il y aura davantage de consommateurs. Pouvez-vous me parler un peu de ce qui serait les nouveaux marchés et dire comment le Canada et vous pouvez vous adapter grâce à la recherche?

**M. Peter Watts:** Excellente question.

En 2013, la Chine était le principal acheteur de pois canadiens pour la première fois de l'histoire. L'Inde constitue bien sûr notre principal marché d'exportation de légumineuses, surtout les pois et les lentilles, et achète entre un million et un million et demi de tonnes par an. C'est environ le quart de la production globale au Canada. L'Inde représente un marché énorme.

Toutefois, je pense que vous faites référence à la croissance et aux occasions à saisir sur le marché asiatique et oriental, surtout la Chine où nos exportations de pois connaissent une croissance énorme. Vous avez posé une excellente question sur la façon dont nous pouvons tirer profit de ce marché à l'avenir.



Par exemple, la Saskatchewan est le principal producteur de légumineuses. Ses producteurs ont récemment investi près d'un demi-million de dollars dans un projet de recherche en Chine pour incorporer les légumineuses dans les produits alimentaires chinois de base comme les petits pains, les nouilles et les biscuits.

C'est ainsi que nous devons nous adapter à ce nouveau marché en changement. Nous devons investir dans la R-D pour aider les transformateurs canadiens à vendre leurs produits sur ces marchés et travailler avec les marchés d'importation pour les aider à utiliser nos ingrédients dans leurs produits alimentaires.

**L'hon. Mark Eyking:** Ce n'est pas seulement une variété. C'est aussi une plus-value pour faciliter la vente de vos produits et pour les adapter aux nouveaux marchés, n'est-ce pas?

**M. Peter Watts:** C'est exact.

J'ai dit que nous menons un projet à l'Institut international du Canada pour le grain de Winnipeg. Nous avons reçu un financement de contrepartie du programme Agri-innovation ces quatre dernières années pour trouver comment faire de la farine avec les légumineuses et les utiliser pour fabriquer les produits alimentaires. Nous pouvons fournir cette technologie aux entreprises comme General Mills ou Kraft en Amérique du Nord, mais aussi aux grandes entreprises en Chine et sur d'autres marchés dans le monde pour les aider à incorporer les ingrédients canadiens dans leurs produits alimentaires.

**L'hon. Mark Eyking:** Merci.

Je vais maintenant m'adresser au représentant de Semex. Vous avez parlé des nombreux produits que vous vendez en Nouvelle-Zélande et en Australie, si je me souviens bien. Bon nombre de ces pays ont le même climat que nous. C'est sans doute plus facile de s'adapter. J'ai deux questions à vous poser.

Les embryons ou les semences que vous vendez sont-ils des Holsteins?

On consomme plus de produits laitiers en Asie, mais en Afrique et en Amérique centrale aussi. Comment gérez-vous les climats plus chauds? Faut-il des bovins d'une autre race? Des centres de recherche vous aident-ils à cet égard? Exportez-vous dans ces deux marchés?

**Dr Jacques Chesnais:** Pour répondre à la première question, oui, la principale race que nous exportons est l'Holstein. De toute manière, 95 % des vaches au Canada sont des Holsteins, mais nous vendons des semences d'autres races. La Brahmane s'adapte aux pays tropicaux comme le Brésil. Nous avons lancé l'entreprise Semex Brasil et nous utilisons certaines races du Brésil, parce qu'elles sont mieux adaptées au climat.

En Chine, nous avons lancé l'entreprise Semex China il y a deux ans. Nous avons nos propres installations. Ce sont principalement des vaches holsteins, parce que ce n'est pas vraiment un climat tropical.

Nous avons aussi commencé à vendre le buffle venu d'Italie, où il sert à produire la mozzarella. Nous vendons maintenant des buffles en Inde. Nous travaillons avec les Italiens à la sélection des buffles, et nous vendons des semences.

•(1705)

**Le président:** Merci, monsieur Eyking. Votre temps est écoulé.

Monsieur Maguire.

**M. Larry Maguire (Brandon—Souris, PCC):** Merci aux témoins, MM. Chesnais et Watts.

Peter, j'aimerais vous poser une question sur les légumineuses et les occasions qui s'offrent à vous. Plus tôt aujourd'hui, M. Brandle de Vineland nous a dit qu'il y aurait neuf milliards d'habitants d'ici 2050 et que l'industrie des légumineuses constitue un marché en expansion.

Je me rappelle de l'innovation et de la recherche lorsque j'étais cultivateur. Pouvez-vous donner des précisions sur la culture durable et éthique dont vous avez parlé dans l'exposé? J'ai aimé votre commentaire sur le Canada qui est le fournisseur privilégié de produits alimentaires dans le monde. Pouvez-vous parler des occasions qui se présentent concernant les neuf milliards d'habitants, mais aussi les accords commerciaux déjà signés?

**M. Peter Watts:** Je ne sais pas exactement comment je peux lier la durabilité environnementale aux accords commerciaux, mais les entreprises alimentaires s'intéressent de plus en plus à la durabilité environnementale et rehaussent toujours plus les exigences à l'intention des fournisseurs d'ingrédients. Ces entreprises veulent savoir comment les cultures sont produites. Comme vous le savez sans doute, elles demandent aux cultivateurs de remplir des questionnaires pour être en mesure de répondre aux demandes des consommateurs sur la façon dont les produits sont cultivés.

L'industrie des légumineuses est une belle histoire. Plus tôt, un député a dit que les légumineuses rejettent de l'azote. Nous avons une excellente durabilité au Canada, car les légumineuses représentent chaque année environ 15 % des ensemencements dans l'Ouest canadien. C'est presque une culture sur cinq. Les pois et les lentilles sont bien sûr les principales cultures utilisées dans la rotation.

La durabilité est excellente. Elle accuse plusieurs années de retard par rapport à la santé et à la nutrition qui sont toujours la principale préoccupation des entreprises alimentaires, mais des entreprises comme Unilever ont promis de n'utiliser que des ingrédients durables d'ici 2020. Les détaillants comme Walmart mènent la charge. La semaine dernière au Royaume-Uni, 150 fabricants et détaillants de partout dans le monde ont participé à une exposition sur les produits durables.

Les demandes d'information sur la durabilité environnementale vont augmenter, et le Canada est bien placé pour en profiter.

**M. Larry Maguire:** D'après vous, la durabilité découlerait donc de l'obligation de rendre des comptes, notamment grâce à la consignation de renseignements sur le type de production des agriculteurs et les méthodes utilisées tout au long de la chaîne de transformation.

**M. Peter Watts:** Oui, mais il faut être en mesure de quantifier la mesure de la durabilité. Voilà ce que nous essayons de faire, à Pulse Canada. Nous travaillons avec tous les partenaires, les autres associations, le Conseil du canola de même que les cultivateurs de lin, de blé et d'orge pour tenter d'élaborer des outils servant à quantifier les impacts environnementaux de l'agriculture au Canada et mettre en lumière l'excellent travail des agriculteurs canadiens sur le plan de la durabilité. Ils font déjà un excellent travail, mais ils peuvent faire encore mieux. Il s'agira d'une importante exigence des entreprises alimentaires dans le futur.

• (1710)

**M. Larry Maguire:** Je vais maintenant m'adresser à M. Chesnais, de Semex. Je félicite votre entreprise d'être sur le marché international et de l'innovation dont vous avez fait preuve.

Si j'ai bien compris, vous avez dit que vous détenez 70 % du marché canadien dans les domaines de recherche de l'industrie laitière.

**Dr Jacques Chesnais:** Oui, nous détenons 70 % du marché génétique et environ 20 % du marché mondial.

**M. Larry Maguire:** Vous avez parlé de centaines de pays.

Exportez-vous...

**Dr Jacques Chesnais:** Bien sûr. En fait, nous avons enregistré une grande croissance aux États-Unis. Nous détenons une plus grande part du marché américain qu'avant. Je dirais qu'il s'agit probablement d'une augmentation d'un peu plus de 20 %, entre 10 et 20 %, à mon avis.

**M. Larry Maguire:** Quelle est notre part du marché européen?

**Dr Jacques Chesnais:** En Europe, tout dépend du pays. Par exemple, nous connaissons beaucoup de succès dans certains pays, notamment l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Pologne. Tout dépend donc du pays.

**M. Larry Maguire:** Quelles possibilités voyez-vous là-bas? Quel genre de génétique cherchent-ils? Est-ce seulement dans le domaine de la production laitière, ou aussi dans celui des animaux d'élevage?

**Dr Jacques Chesnais:** Nous considérons que nous avons atteint... En Europe, il sera difficile d'accroître notre pénétration de ces marchés, alors nous nous sommes tournés vers la Chine, l'Inde, le Brésil et certains autres marchés également, notamment le Moyen-Orient.

**Le président:** Je vous laisse faire une dernière observation, si vous en avez une. Votre temps est écoulé. Voulez-vous dire autre chose?

**Dr Jacques Chesnais:** Non, ça va. Merci.

**Le président:** Madame Brosseau, vous disposez de cinq minutes.

**Mme Ruth Ellen Brosseau:** Monsieur Watts, je suis végétarienne, alors je consomme beaucoup de légumineuses, de pois chiches et de fèves. Mon fils me dit souvent: « Maman, je ne veux plus de fèves. Allumons le barbecue. » Il en a assez des fèves.

Pourriez-vous nous parler des programmes que le gouvernement fournit à l'heure actuelle, comme Agri-innovation et Agri-marketing? En ce moment, les programmes sont disponibles pendant quelques années. Certains témoins nous ont dit qu'ils aimeraient voir le gouvernement avoir une vision à plus long terme, par exemple, pour les dix prochaines années. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Aussi, pourriez-vous nous parler de ce que réserve l'avenir dans le monde des légumineuses, ce qui est le dernier cri dans le monde des fèves? Dans quelles cultures serait-il plus important de faire de la recherche et de l'innovation? Quel genre de recherche et d'innovation doivent être faites dans certaines cultures plutôt que dans d'autres?

**M. Peter Watts:** Pour commencer, je suis ravi d'entendre que vous êtes une grande partisane de l'industrie des légumineuses.

Les Canadiens tirent moins de 2 % de leur apport calorique de légumineuses, comparativement à 20 % de céréales et à 20 % de la viande et de produits laitiers. Il y a encore beaucoup à faire avant d'augmenter la consommation de légumineuses au Canada.

Comme certains d'entre vous le savent peut-être, en 2013, nous avons eu une récolte de céréales record au Canada, et cela a aussi été

le cas pour les légumineuses. Nous avons récolté six millions de tonnes de légumineuses et deux millions de tonnes de pois. Nous récoltons beaucoup de légumineuses. Les agriculteurs les aiment parce qu'elles se prêtent bien à la culture en rotation et qu'ils obtiennent un bon prix pour ces produits ces jours-ci.

Le dernier cri, c'est que de plus en plus d'entreprises se tournent vers les légumineuses comme source de protéines et aussi de fibres. Comme vous le savez peut-être, les légumineuses contiennent environ 25 % de protéines, soit deux ou trois fois ce que contiennent d'autres céréales comme le riz, le maïs ou le blé. C'est la raison pour laquelle des entreprises comme General Mills incorporent des légumineuses dans leurs produits alimentaires.

Une nouvelle entreprise américaine, appelée Hampton Creek, produit des succédanés d'oeufs à partir de protéines végétales. Elle se sert principalement de la protéine de pois. Ce sera un très petit succédané pour les milliards d'oeufs qui sont consommés chaque jour aux États-Unis, mais cela représente un marché très important pour les producteurs de légumineuses canadiens. Voilà le genre de recherche de l'innovation que nous prévoyons.

Les producteurs et les transformateurs canadiens doivent être en mesure de répondre à la demande des entreprises innovantes qui émergent en Amérique du Nord et en Europe, mais aussi dans des pays comme la Chine et l'Inde, où les consommateurs se préoccupent beaucoup de leur santé. Nous parlons beaucoup de santé en Amérique du Nord. Or, si vous allez en Chine, les consommateurs possèdent une excellente connaissance du lien qui existe entre l'alimentation, la santé et le bien-être. À mon avis, cela nous présente d'importantes possibilités d'augmenter la consommation de légumineuses, non seulement en Amérique du Nord, mais aussi sur des marchés comme la Chine.

• (1715)

**Mme Ruth Ellen Brosseau:** Mon bureau est situé à Louiseville, au Québec. Chaque année, nous organisons le festival du sarrasin et, il y a deux ans, j'en ai été nommée *la présidente d'honneur*. Nous produisons beaucoup de sarrasin dans ma région. C'est très important.

Pourriez-vous nous parler des changements climatiques et de leur importance, ou des genres de recherches et d'innovations que vous faites dans ce domaine du fait que nous voyons de plus en plus de conditions météorologiques imprévisibles.

**M. Peter Watts:** Comme je l'ai mentionné, en collaboration avec un consortium d'organisations agricoles canadiennes, nous avons lancé un projet visant à créer un outil servant à calculer la mesure de la durabilité. Nous travaillons aussi avec des entreprises. General Mills, par exemple, participe au projet, tout comme Cargill, et un certain nombre d'autres entreprises et associations.

La raison pour laquelle ces entreprises s'intéressent au projet, c'est qu'elles voient que les consommateurs souhaitent acheter des produits à faible empreinte environnementale. Les légumineuses fixent leur propre azote et, par conséquent, ont de faibles besoins énergétiques et une faible empreinte environnementale. Le fait de les incorporer dans la rotation de ses cultures aide à réduire l'empreinte environnementale globale de son système de cultures. Voilà pourquoi nous visons à être capables de quantifier la durabilité de nos systèmes de cultures au Canada: nous voulons fournir ces renseignements aux entreprises alimentaires qui les demandent.

**Le président:** Merci, madame Brosseau.

Monsieur Dreeschen, c'est à vous, pour cinq minutes.

**M. Earl Dreeschen:** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais revenir à ce dont M. Hoback a parlé. Il est vrai qu'on semble penser de cette manière quand il est question de l'argent qui est investi dans la recherche. Les témoins précédents ont dit qu'ils considèrent que nous exportons notre savoir. Ils ne pensent pas que le fait qu'un de nos chercheurs parte à l'étranger constitue une perte, parce qu'il existe une réciprocité; d'ailleurs, ils considèrent qu'ils gardent les meilleurs au pays.

J'imagine que cela fait partie de la solution. Il faut réussir à maintenir une bonne relation entre les grappes et les autres investissements qui sont affectés à divers domaines, Je comprends cela.

Je voudrais parler d'un autre domaine. Monsieur Watts, je vais commencer par vous qui êtes un producteur de légumineuses.

Je suis très conscient des avantages d'inclure les légumineuses dans la rotation de ses cultures. Or, vous avez mentionné que les manufacturiers de produits alimentaires connaissent une véritable révolution en ce moment concernant les préoccupations que nous avons, notamment au sujet de la santé et des nouveaux régimes, et comment cela présente des avantages pour nous.

Je ne nie pas que cela présente des avantages, et je respecte cela, mais quand nous parlons de nous assurer d'être à l'écoute des consommateurs et que tout repose sur eux, je fais un lien avec certains des problèmes que je perçois dans le domaine. Bien sûr, quand certains disent que les fruits, les légumes et la viande sont plus problématiques que le canola pour ce qui est des OGM — et il existe des études qui ont fait état de cela —, nous commençons à nous rendre compte qu'on avance probablement beaucoup de faussetés au sujet de certains de nos produits. Par conséquent, cela inquiète les gens.

Je suis un producteur de blé. On entend des gens laisser entendre qu'il faut suivre un régime sans gluten et ce genre de choses. Si vous présentez une intolérance au gluten, alors je comprends. Toutefois, certaines personnes sont à la recherche de régimes à la mode, et ils suivent de mauvais conseils, à mon avis.

De plus, j'ai peur que si nous envisageons les choses seulement en fonction de ces facteurs, nous risquons de trouver que, quand nous concluons des accords commerciaux avec d'autres pays, certains de ces facteurs seront différents. Qu'il s'agisse d'OGM ou de jambe noire sur le canola ou le colza, parfois ces choses peuvent aussi jouer contre nous. Je tiens simplement à m'assurer que, lorsque nous commencerons à offrir nos produits aux neuf milliards de personnes dans le monde, nous veillerons à trouver un bon équilibre.

Pourriez-vous nous dire ce que vous pensez de certaines de ces questions?

• (1720)

**M. Peter Watts:** Bien sûr. Nous convenons tout à fait que beaucoup de faussetés circulent au sujet de l'agriculture, le secteur agricole et la manière dont les aliments sont produits au Canada et ailleurs. Vous savez, il est très facile de publier un blogue sur le secteur agricole qui sera considéré comme étant vrai. Par ailleurs, nous savons tous que la plupart des consommateurs ne possèdent pas beaucoup de connaissances en matière d'élevage et d'agriculture au Canada.

Voilà justement une des raisons pour lesquelles nous travaillons avec ce consortium d'associations et d'entreprises agricoles du Canada pour faire connaître comment nous cultivons les denrées au pays. Nous adoptons des pratiques très viables sur le plan environnemental. Les agriculteurs ont fait beaucoup de progrès et de changements au cours des 25 dernières années, mais cela n'est pas reconnu. Nous voulons donc nous assurer d'en informer les gens.

En ce qui concerne le régime sans gluten, je suis entièrement d'accord avec vous pour dire que celui-ci a connu un beaucoup plus grand succès que ce à quoi nous nous attendions — au point où des gens qui n'ont vraiment pas besoin de suivre un tel régime ont choisi de le faire. Évidemment, c'est aux consommateurs à choisir quoi manger, et nous respectons cela. En l'occurrence, l'industrie des légumineuses nous offre la possibilité de répondre à la demande de produits à la fois sans gluten et sans OGM. Évidemment, dans l'industrie des légumineuses, nous ne prenons pas position pour ou contre les produits OGM, mais nous pouvons répondre à ces demandes des consommateurs. Nous avons comme objectif de transmettre la vérité à la population, et nous essayons de le faire en tant qu'association.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Dreeschen.

Je remercie les témoins d'avoir pris le temps de venir comparaître aujourd'hui. Monsieur Chesnais, de Semex, et monsieur Peter Watts, de Pulse Canada, merci de vous être déplacés et merci pour vos interventions.

Nous allons faire une pause d'environ deux minutes pendant que nous nous préparons à poursuivre à huis clos.

*[La séance se poursuit à huis clos.]*





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>